La question du «front anti impérialiste et anti-fasciste» en Algérie

el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international

– prolétaires de tous les pays – unissez vous ! –

Publication mensuelle. 3e année. N°19. 3 FF - 2 DA

Pour débloquer la situation en Algérie, pour répondre à l'attente de nombreux travailleurs et jeunes :

DEVELOPPER L'ESPRIT DE LUTTE ET D'INITIATIVE!

Liberté pour tous les détenus en Algérie !

Comment expliquer la condamnation des frères musulmans en Tunisie

Vive la lutte des travailleurs sans papiers !

Les nouvelles données de la situation en Kabylie

LIBERTE POUR TOUS LES DETENUS EN ALGERIE !

Le 24 octobre 1981,

Plusieurs centaines de personnes passent devant des tribunaux correctionnels pour «troubles à l'ordre public» à Alger, Annaba, Béjaia, Akbou et Sidi-Bel-Abbès. Pour la plupart, ces personnes ont été arrêtées lors des manifestations du 19 mai dernier. Pour mieux entretenir l'amalgame et désamorcer tout mouvement de solidarité, la bourgeoisie a mis au banc des accusés quelques «frères musulmans» à Alger et à Annaba.

Mais les manœuvres de la bourgeoisie ne tromperont pas grand monde. Même «El-Moudjahid» du 22/10/81 est obligé de parler de la provocation des éléments «Baâthistes» qui ont agressé les étudiants du Collectif Culturel d'Alger lors de la journée du 19 mai : «*Tout est parti de cette provocation qui devait aboutir au sabotage du programme culturel de la journée de l'étudiant. Il faut donc souhaiter que ces coupables qui ont pris le temps de fuir soient poursuivis parce qu'hier ils n'étaient pas au box des accusés*». Mais ce qu'«oublie» de rappeler «El-Moudjahid» c'est que ces éléments ont réussi à prendre la fuite grâce à la police qui a protégé leur retraite, qu'ils sont membres du FLN, qu'ils sont connus de tout le monde et que si les autorités ne les ont pas arrêtés c'est que tout simplement elles ne voulaient pas les arrêter parce qu'ils sont utiles au maintien de l'ordre.

Le procès des 22 membres du Collectif Culturel ouvert le mercredi 21 octobre a été reporté d'une semaine. Le procureur a refusé la demande de mise en liberté provisoire, «*d'autant que la veille,*fait remarquer «El-Moudjahid» *une décision de clémence avait été prise à l'égard d'un groupe de jeunes coupables de délits jugés plus graves*». Là également, «El-Moudjahid» fait mine d'oublier que les jeunes qui ont bénéficié de la mesure de clémence sont précisément... des frères musulmans, arrêtés à Salembier lors d'une agression contre une famille algérienne qui a commis le «*crime*» de consommer des boissons alcooliques à l'occasion d'une fête familiale.

Dans les jours qui viennent, s'ouvriront les procès des 200 personnes arrêtées à Béjaia et des 75 d'Akbou. Les accusations de rebellion, de destruction de biens publics et de coups et blessures contre des agents de l'ordre sont graves et peuvent leur faire endosser des peines de plusieurs années de prison.

Il faut donc intensifier la *campagne de sensibilisation et de solidarité inconditionnelle* avec ces camarades. Seule une large mobilisation peut les arracher des griffes de la bourgeoisie. Nous soutiendrons toute initiative allant effectivement dans ce sens. Nous répercuterons l'information et nous appelerons à la solidarité partout où nous le pouvons. Dans l'émigration, nous soutiendrons les camarades qui se mobilisent actuellement autour du comité «*Riposte à la répression en Algérie*» afin de hâter la liberation des détenus en Algérie dont le nombre réel reste inconnu du fait de la censure et l'anonymat dans lequel ils se retrouvent bien souvent.

— Pour la libération immédiate de tous les détenus en Algérie !
— Pour les libertés politiques, syndicales et culturelles !
— La répression n'arrêtera pas la lutte des classes !

El-Oumami» sortira désormais tous les mois. Il sera plus léger (16 pages) mais sa périodicité désormais mensuelle nous offre le possibilité de répondre plus vite aux questions politiques brûlantes qui se posent. Ce progrès dont nos lecteurs et sympathisants ne manqueront pas de se féliciter exige de nous des efforts financiers importants au regard de nos capacités limitées. Nous appelons donc tous nos lecteurs et sympathisants, surtout ceux qui habitent en France étant donné l'impossibilité pour ceux qui sont en Algérie d'envoyer des mandats, à nous soutenir dans la mesure de leur possible.

Ceci dit, le soutien que l'on manifeste à l'égard d'un journal ne s'arrête pas à l'aspect financier. Nous appelons nos lecteurs et sympathisants à aider au développement d'«EL-Oumami» par leurs remarques, critiques et suggestions. Toutes les informations sur la vie et les luttes des masses populaires sont les bienvenues. Nous appelons également les militants, comités, cercles et noyaux existants en Algérie et au Maghreb plus généralement à nous faire part de leurs expérience, et de leurs problèmes qui intéresseront certainement les lecteurs d'«El-Oumami».

A vos plumes, donc !

Lisez
Les Cahiers d'El-Oumami

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

Editions Programme, 20 rue Jean Bouton 75012 Paris.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France - Europe Pli ouvert ..... 30 FF
Pli fermé ..... 60 FF

Algérie: équivalent de 30 DA en coupons-réponse internationaux.

Directeur de la publication: Saro.

Supplément au Prolétaire N°342

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

imprimerie Rotographie

DEVELOPPER L'ESPRIT DE LUTTE ET D'INITIATIVE!

La bourgeoisie algérienne gouverne sous le signe de la «rigueur révolutionnaire». SUR LE PLAN POLITIQUE, plus que jamais le FLN est décidé à monopoliser la scène en Algérie. Ils sont de plus en plus nombreux, les travailleurs, chômeurs, étudiants, lycéens qui critiquent le régime. Ils sont de plus en plus nombreux, les militants politiques et syndicaux qui croupissent dans les geôles de la bourgeoisie pour avoir osé parler, revendiquer ou manifester. Tous ne représentent que leur personne dans le meilleur des cas. C'est le FLN qui le dit. Tous les arguments sont bons pour justifier cette prétendue «rigueur révolutionnaire». Dans leur propagande parallèle qu'ils n'osent pas mettre encore par écrit sauf rares exceptions, nos bourgeois vont jusqu'à remuer le vieil arsenal colonial pour trouver des perles du genre : «les Algériens sont anarchiques par nature. La liberté les débauche» etc.

SUR LE PLAN SYNDICAL, les brèches ouvertes après le 5e congrès de l'UGTA en avril 1978 dans lesquelles des travailleurs se sont engouffrés (utilisation des A.G. pour poser les revendications de classe par exemple) se referment l'une après l'autre. Des centaines de sections syndicales échappant au contrôle du FLN ont été dissoutes. Les interventions violentes du Darak-El Watani contre les grèves ouvrières se multiplient (SONACOB du port d'Alger, DNC d'Alger, SONATRACH de Béni-Mérad, etc.)

Le flicage et les intimidations s'intensifient dans les entreprises avec la mise sur pieds de cellules du FLN par unité.

SUR LE PLAN CULTUREL, une Charte adoptée par le Comité Central du FLN est venue sanctionner l'oppression qui sévit contre les langues et les cultures populaires en Algérie et légitimer l'idéologie réactionnaire «arabo-islamique» à un moment où on assiste à la montée des courants Baâthistes et des Frères musulmans. Les départements de berbère et d'arabe dialectal ouverts à Alger, Constantine, Annaba et Oran ne tarderont pas à apparaître pour ce qu'ils sont : une manœuvre bourgeoise récupératrice tendant à désarmorcer le mouvement de revendications culturelles.

Contrairement à la situation au printemps 1980 où la bourgeoisie a été contrainte sous la pression de la mobilisation populaire de libérer les 24 camarades qui devaient passer devant la Cour de Sûreté de l'Etat de Médéa et les 23 de Oued-Amizour, aujourd'hui c'est l'Etat bourgeois qui se trouve à l'offensive. Le Collectif Culturel d'Alger a été pratiquement cassé après l'arrestation de ses 22 membres. Les centaines de personnes arrêtées lors des manifestations de Béjaïa sont toujours emprisonnées. L'Etat bourgeois multiplie ses provocations et ses attaques d'autant plus violemment qu'il sait pertinemment que la question se posera cette fois-ci en termes d'AFFRONTEMENT POLITIQUE. Le FFS qui a toujours refusé d'envisager l'affrontement avec l'Etat et a toujours refusé de la préparer fait semblant aujourd'hui d'affirmer que l'«époque du dialogue est révolue». Il ne fait que prendre le train en marche car pour les masses l'affrontement est ressenti de plus en plus comme inévitable. Les courants berbéristes qui ont pourtant joué un rôle dans le lancement du mouvement en mars 1980 se rétractent à l'heure où la question de l'affrontement se pose de manière de plus en plus aiguë.

En apparence, la situation est à nouveau bloquée en Kabylie.Mais en apparence seulement. La situation actuelle n'a plus rien à voir avec celle qui prévalait à la veille du déclenchement du «Mouvement du printemps». Les masses sont descendues dans la rue. Elles ont fait l'expérience de la lutte. Elles ont contribué à débloquer le climat de flicomanie et de terreur psychologique qui paralysait surtout les jeunes. Elles ont fait l'expérience amère de la dure répression bourgeoise et de l'insolence de la bourgeoisie. Elles se posent déjà et se reposeront de plus en plus nécessairement des questions sur les courants berbéristes et le FFS qui les ont appelées à la lutte mais qui se sont révélés eux-mêmes incapables d'aller jusqu'au bout.

Les travailleurs, les jeunes et les militants d'avant-garde conscients de l'inévitabilité de l'affrontement avec l'Etat bourgeois en vue de lui arracher les libertés politiques, syndicales et culturelles doivent regarder la réalité en face. La responsabilité de préparer cet affrontement pour que les masses en tirent le maximum de profit leur revient à eux.

Les courants berbéristes et le FFS ont montré concrètement leurs limites en la matière. Sans se laisser paralyser par ces courants, il faut donc PRENDRE DES INITIATIVES qui tiennent compte de la situation locale et de l'état d'esprit des masses mais qui soient des initiatives à la hauteur des exigences de l'heure.

Il faut prendre des initiatives pour ne pas laisser s'isoler et s'éteindre les initiatives qui sont prises dans d'autres localités. Exemple : à Dellys, les masses ont fait libérer leurs camarades emprisonnés en prenant en otages des bureaucrates du FLN. Il faut prendre des initiatives dans les autres régions et dans l'émigration pour briser l'isolement de la Kabylie et pour populariser les luttes qui s'y mènent. Il faut prendre des initiatives pour coordonner les comités et les noyaux de lutte déjà existants.

Mais toutes ces initiatives seront à la longue vaines si dès aujourd'hui les travailleurs et jeunes conscients et tous les militants d'avant-garde ne prennent pas l'INITIATIVE HISTORIQUE de rattrapper le retard organisatif que les révolutionnaires ont malheureusement sur les courants berbéristes et le FFS. De ce point de vue, si les révolutionnaires qui rejettent le «dialogue» et autres mensonges bourgeois font preuve de dynamisme, nous saurons transformer l'attente actuelle des masses qui nous paraît longue en facteur positif, en période de préparation et d'organisation sérieuses.

L'attentisme actuel des masses n'a rien de défaitiste. C'est le calme qui précède la tempête. Mais pour éviter la démoralisation ou des coups de tête généreux mais isolés et donc sans lendemain, les militants d'avant-garde qui ont sur leurs épaules la responsabilité de préparer l'affrontement inévitable avec l'Etat bourgeois, doivent SE RELIER à la classe sociale qui n'a rien à perdre dans la lutte que ses chaînes, à savoir LE PROLETARIAT lequel commence déjà par ses grèves de plus en plus nombreuses à déranger sérieusement les bourgeois, ces sangsues qui vivent de l'exploitation du travail salarié.

Par la place décisive qu'il occupe dans l'appareil économique, le prolétariat dispose d'une énorme capacité de faire pression sur la bourgeoisie. Les masses ont le sentiment que la lutte sera dure et longue. Les masses ont besoin d'une perspective et d'un programme clairs qui cristallisent leurs aspirations historiques.

LES MASSES ONT BESOIN D'UNE DIRECTION QUI NE LES LAISSE PAS TOMBER A MI-CHEMIN. C'est pourquoi l'esprit de lutte et d'INITIATIVE HISTORIQUE dicte aujourd'hui à tous les militants d'avant-garde d'empoigner l'ARME DU MARXISME et d'œuvrer sans relâche afin de construire le PARTI D'AVANT-GARDE DU PROLETARIAT capable de diriger les masses algériennes dans les affrontements inévitables qui les attendent.

A bas les lois Bonnet-bis!

Les mesures démagogiques du gouvernement concernant les sans-papiers apparaissent de plus en plus clairement pour ce qu'elles sont dans la réalité. Même le journal bourgeois «Le Monde», si discret d'habitude, est obligé d'avouer dans son édition du 29.9.81 : « Les travailleurs sans-papiers sont déçus, les employeurs dans l'espectative et l'administration à l'épreuve. Tel est le premier bilan de l'application de la circulaire interministérielle du 11 août sur la régularisation des immigrés "clandestins"[...]».

Les responsables de SOS-Refoulements, «gauchistes» plutôt modérés, qualifient pour leur part de «pure démagogie» la circulaire du 11 août. Ils estiment que la décision de régulariser uniquement ceux qui sont entrés en France avant le 1er janvier 1981 et qui bénificient d'un contrat de travail d'un an est «discriminatoire et raciste», puisque 80 à 90% des sans-papiers ne pourront pas apporter le preuve d'un emploi stable. Ce n'est donc pas sans raison que SOS-Refoulements prévoit pour le 1er janvier 1982 des «*expulsions et des refoulements en masse. On va vers l'affrontement sans gaieté de cœur*» (idem).

La soi-disant régularisation de la situation des travailleurs sans-papiers ne faisant plus illusion, la presse bourgeoise n'a pas hésité à faire étalage des nouvelles lois adoptées par l'Assemblée nationale sur propositions du gouvernement socialiste. Voyons ce qu'il en est dans la réalité.

Passons sur l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi alourdissant les sanctions applicables aux employeurs qui utilisent de la main-d'œuvre «clandestine» et consacrant sur le papier les obligations qu'ont les employeurs vis-à-vis des travailleurs salariés. On sait comment les choses se passent dans la réalité. En l'absence d'un rapport de force en leur faveur, comment des travailleurs clandestins peuvent-ils imposer au patron le respect de ces règles sans s'exposer au risque de l'expulsion ?

Le 29 septembre, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigée en droit ou en fait par des étrangers. Dans le projet de loi il y avait une restriction concernant les associations dont les activités «*sont de nature à porter atteinte à la situation diplomatique de la France*». Cette restriction était tellement grossière que des députés socialistes et communistes ont proposé sa suppression. L'Etat impérialiste français n'ira pas quand même jusqu'à subordonner sa législation intérieure aux caprices d'Houphouët ou de Hassan II. Pour le reste, l'arsenal juridico-répressif français est amplement suffisant. La loi du 10 janvier 1936 relative aux groupes de combat et aux milices privées permet de toutes façons de prononcer la dissolution de toute organisation «indésirable». Les provocateurs à la solde des Amicales et de nombreuses officines parallèles sont là pour donner le prétexte à l'intervention de l'Etat impérialiste.

Le 30 septembre, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Les socialistes ont eu le culot de parler d'«abolition de la loi Bonnet». Le mensonge est tellement grossier que même le prêtre catholique Christian Delorme et la pasteur protestant Jean Costil n'ont pas hésité à soutenir que le projet de loi présenté par Defferre «*reprend, voire aggrave plusieurs dispositions de la loi Bonnet*» (*Libération* du 28.9.81).

L'article 23 du projet prévoyait que l'«*expulsion peut être prononcée par arrêté du ministère de l'Intérieur si la présence sur le territoire d'un étranger condamné définitivement à une peine égale ou supérieure à une année d'emprisonnement sans sursis constitue une menace grave pour l'ordre public*». L'aticle 26 du projet prévoyait : «*L'expulsion peut être prononcée, en cas d'urgence absolue, par arrêté du ministère de l'Intérieur si la présence d'un étranger sur le territoire national constitue une menace grave pour l'ordre public*».

Après une opposition théâtrale entre gouvernement et députés PC-PS, et après intervention du Bureau exécutif du PS, le projet de loi a été amendé et adopté comme suit :

1) Toute allusion à une condamnation est supprimée de l'article sur les motifs de l'expulsion. Elle se retrouve... quelques articles plus loin. La belle différence !

2) La procédure d'expulsion en cas d'urgence absolue ne pourra jouer que si elle constitue une «nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique». Ici aussi, allez chercher la différence entre les notions d'«ordre public», de «sûreté de l'Etat» et de «sécurité publique» !

Par ailleurs les conditions d'entrée exigées sont reprises par la loi Bonnet : garanties de rapatriement et justification de séjour. Les sanctions prévues pour les étrangers en situations irrégulière sont aggravées. L'internement administratif pour les étrangers en instance d'expulsion (Arenc) est maintenue, voire étendu. Quant aux «progrès» relevés par la presse bourgeoise, ils consistent en ce que les situations irrégulières «*ne pourront plus être sanctionnées par une expulsion immédiate et arbitraire*» mais par un «*refoulement*» prononcé par un juge. Ici aussi, la belle différence !

Les discours démagogiques ne changeront rien à la réalité que subissent les travailleurs. La loi Bonnet n'a été abolie que pour être remplacée par une loi «Bonnet-bis». C'est par la lutte seulement que les travailleurs pourront se défendre contre l'aggravation de leur situation.

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS !

Vers la mi-septembre, une trentaine de travailleurs sans-papiers d'une société de diffusion de prospectus de Montrouge (banlieue Sud de Paris), se présentent devant leur patron et exigent la signature de contrats de travail afin de régulariser leur situation. Le patron refuse et les menace de licenciement. Les faits sont loin d'être exceptionnels. Depuis le début de la soi-disant campagne de régularisation lancée par le gouvernement PC-PS, les travailleurs sans-papiers qui occupent un emploi se trouvent devant ce dilemne : ou se taire et rester dans la clandestinité, ou courir le risque d'un licenciement et donc se retrouver sans ressources. Il existe bien un recours légal, la saisie des Prud'hommes, mais encore faut-il prouver qu'on occuppe bien cet emploi (fiches de paie, témoignages etc.) et pouvoir se payer un avocat pour obtenir un référé (procédure d'urgence). Faute de ces moyens, le travailleur est obligé d'attendre au moins une année pour que le Tribunal statue sur son sort : entre-temps, les expulsions auront déjà commencé (1er janvier 1982).

C'est dire que les travailleurs sans-papiers n'ont de garantie pour la régularisation de leur situation que dans la lutte. Les travailleurs de Montrouge l'ont bien compris. Aux menaces du patron, ils ont répondu par la **grève** et **l'occupation des locaux**. Le patron a résisté quelques jours, puis a fini par céder. Il a signé tous les contrats. Le scénario a été repris au détail prêt par les travailleurs sans-papiers d'autres entreprises et surtout, ce qui montre bien l'importance des liens directs entre les groupes de travailleurs, par ceux qui sont venus s'informer et soutenir la lutte des travailleurs de Montrouge. Après Montreuil, il y a eu Ivry et ensuite Richard-Lenoir(Paris). Au total environ une centaine de travailleurs qui ont obtenu leur contrat. **Et la lutte n'est pas finie**. Dans de nombreuses entreprises, des groupes de travailleurs se préparent avant de déclencher leur mouvement.

Les travailleurs combatifs qui sont à l'origine de l'impulsion du mouvement semblent conscients, et c'est d'ailleurs confirmé par toutes leurs déclarations et dans les tracts jusqu'ici diffusés, que l'extension du mouvement devra se faire au niveau des entreprises mais aussi de tous les lieux de concentration des travailleurs sans-papiers (hôtels, foyers, etc.). Seule cette extension permettra, en plus du dépassement dans les faits de la division entre régularisables et non-régularisables, de créer un rapport de forces réel nécessaire pour imposer la régularisation de tous sans condition. Cette volonté d'extension a pris aujourd,hui diverses formes : permanence deux fois par semaine dans un local fixe, sur les lieux de lutte, sur les marchés, visites dans les hôtels et les foyers, contacts personnels, contacts directs avec d'autres travailleurs sans-papiers, même quand ils sont encadrés dans des structures comme la MTI, dont les responsables, pour tromper les travailleurs et éviter toute bonne contagion qui puisse les pousser à s'auto-organiser, les empêchent carrément de prendre la parole.

Pour ces travailleurs qui s'organisent aujourd'hui, la lutte ne s'arrête pas à l'obtention du contrat de travail, mais cherche la régularisation de tous les sans-papiers, y compris leurs camarades qui sont arrivés après le 1er janvier 1981 et ceux qui ne pourront pas justifier d'un contrat. Si la question de l'extension est vitale pour le mouvement, celle de **l'organisation** et de son **indépendance** le sont tout autant. **L'indépendance**, nous l'entendons par rapport à l'Etat et à l'opportunisme qui essaieront de corrompre le mouvement en s'appuyant sur ses faiblesses matérielles et sur l'inexpérience politique et syndicale des travailleurs.

La question de l'organisation s'est posée dès le début de la lutte : tout d'abord entre les éléments les plus avancés dans l'entreprise pour convaincre leurs autres camarades, ensuite sous la forme d'un comité de lutte pour organiser la grève, l'occupation (délégués, caisse de grève, piquets d'auto-défense, etc.) et la popularisation (tracts, contacts, etc.).

Les travailleurs ont vu dans les faits le caractère insignifiant du «soutien» apporté par l'opportunisme et surtout les préalables avec lesquels il est assorti (refus de l'auto-défense, de l'occupation sous prétexte de provocations par la droite, par exemple de la part de la CGT et du PCF). Par contre, l'apport de certains travailleurs français et immigrés et surtout de groupes de travailleurs comme le GTI(Groupe de Travailleurs Immigrés) a été important non pas tant au regard des moyens matériels, nécessairement limités, que de l'expérience politique et syndicale (orientation, méthodes, organisation...). Ce modeste soutien a permis de casser quelle que peu l'isolement dans lequel se trouvait les travailleurs et de renoncer aux formes de lutte qui lui sont liées, telle que la grève de la faim. La lutte dans chaque entreprise ne concerne **pas seulement** les travailleurs de cette entreprise, c'est celle de tous les sans-papiers quelque soit leur situation face au problème de la régularisation. D'où le besoin d'un réseau et d'une structure organisatrice qui puisse permettre de concrétiser rapidement la solidarité, le soutien et les initiatives en vue de la régularisation et surtout de l'unité de mouvement. C'est le comité de coordination des travailleurs sans-papiers dans lequel siègent les délégués de chaque «comité de sans-papiers en lutte», mais aussi les travailleurs combatifs qui ont leurs papiers et qui sont résolument convaincus de la nécessité de soutenir leurs frères de classe.

Beaucoup de difficultés restent à surmonter, mais il reste clair que cette action par les méthodes et les objectifs qu'elle met en avant mérite tout notre soutien.C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs français et immigrés à assurer son succès par tous les moyens, soit en rejoignant la lutte, soit en aidant à sa popularisation. *Pour contacter le Comité de coordination des sans-papiers en lutte :*
Tous les mardi et jeudi de 18 à 20 h ; 27 av. de Choisy ; 75013 Paris.

Une action de solidarité contre la répression en Algérie

A l'appel du Comité «Riposte à la Répression en Algérie», une quarantaine de militants ont occupé le lundi 5 octobre le journal bourgeois «Le Monde». Le but était d'attirer l'attention sur la répression qui sévit en Algérie et notamment sur les militants de plus en plus nombreux qui croupissent dans les geôles de la bourgeoisie, souvent sans jugement, pour avoir parlé, revendiqué ou manifesté.

C'est là une initiative intéressante et encourageante à plus d'un titre. D'abord, elle rompt avec le cercle vicieux de la peur et de l'esprit de démission dans lequel la bourgeoisie algérienne a voulu confiner les travailleurs, même dans l'émigration. Ensuite, cette initiative montre que s'il est indispensable de mener un travail d'information et de sensibilisation pour mobiliser le plus grand nombre possible de travailleurs, il ne demeure pas moins possible de faire quelque-chose, même lorsqu'on n'est pas nombreux. L'important est de prendre des initiatives qui tiennent compte de la situation réelle et de l'état d'esprit des travailleurs et jeunes présents dans une réunion ou dans une AG, de fixer ses objectifs, de choisir ses cibles et de s'organiser en conséquence.

Nous appelons tous nos lecteurs et sympathisants dans l'immigration à prendre contact avec ce comité pour l'encourager, l'aider dans son travail et pour populariser les actions qu'il mène. RIPRA ; C/O Librairie Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

KABYLIE

Les nouvelles données de la situation

Où en est la situation en Kabylie ? Comment expliquer l'échec du mot d'ordre de grève générale du 28 septembre lancé par le «Mouvement pour le berbère et la démocratie» ? Quelles sont les perspectives de travail pour les mois et les années à venir ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre brièvement.

Le «Mouvement du printemps» est parti de l'université de Tizi-Ouzou sur la question culturelle. Les étudiants et les enseignants furent rejoints tout de suite par les lycéens, les ouvriers et les chômeurs de la région. C'est dire qu'en un laps de temps relativement court, le mouvement a pris une ampleur sociale telle que les revendications culturelles déterminantes au départ furent progressivement noyées dans un ensemble de revendications sociales et politiques, lesquelles ne faisaient pas toujours plaisir aux courants berbéristes qui avaient pourtant contribué au lancement du mouvement.

Les efforts modérateurs des courants berbéristes et du Front des Forces Socialistes n'ayant pas réussi toujours et partout à freiner le mouvement, la bourgeoisie algérienne n'a pas hésité à lancer ses forces de répression à chaque fois que les masses sont descendues dans la rue. L'intransigeance de la bourgeoisie est telle que même les pacifistes du FFS semblent s'être rendus à l'évidence. Dans le tract signé par le «Mouvement pour le berbère et la démocratie», nous pouvons lire en effet : «*L'époque du dialogue est définitivement révolue*».

Certes, ce changement de cap des militants et sympathisants du FFS n'est pas sans arrières-pensées politiques. Le FFS n'a jamais renoncé à sa stratégie de «démocratisation pacifique». Tout au plus espère-t-il, en élevant le ton, canaliser les énergies qui lui échappent et utiliser le mouvement de masse comme un simple moyen de pression dans ses marchandages avec le régime.

C'est ce qui a amené des groupes de militants conscients de la portée politique du mouvement à reprocher au FFS d'agir non plus comme une simple composante du mouvement de masse, mais comme une prétendue direction voulant imposer artificiellement ses orientations politiques en appelant directement à une grève générale sans passer par les comités existants et sans préparer les masses à l'affrontement inévitable avec les forces de l'ordre.

Par ailleurs, les courants berbéristes qui expriment les intérêts des couches les plus modérées de la petite-bourgeoisie et de l'intelligentsia kabyles voient d'un mauvais œil l'élargissement des revendications du mouvement et le fait que celui-ci ose s'affirmer comme une force politique opposée au régime. Tout au long de ces deux dernières années, ils se sont sentis débordés par les revendications sociales et politiques des masses. Leur dénonciation du tract d'appel à la grève générale du 28 septembre, tout comme leur dénonciation du FFS en général, n'est nullement dictée par un souci de préparer les masses à la lutte. Elle exprime plutôt la lâcheté de ces couches qui ont peur de poser les problèmes en termes politiques.

L'ensemble de ces décalages que le développement même du mouvement devait inévitablement faire ressortir, ne peuvent pas ne pas peser sur la volonté de lutte des masses dans les conditions actuelles en Kabylie où seuls les courants berbéristes et le FFS disposent d'une **force organisée**. Si l'on ajoute à cela l'arsenal répressif intimidant de la bourgeoisie et l'isolement de la Kabylie, on comprend aisément comment tous ces courants se sont dérobés tour à tour devant la tâche qui consiste à préparer une riposte massive à la répression qui sévit en Algérie en vue de libérer tous les détenus et arracher les libertés politiques, syndicales et culturelles.

Les courants berbéristes et le FFS qui ont pourtant joué un rôle déterminant au début du mouvement, ne peuvent pas, **de par leur nature de classe**, aller jusqu'au bout dès lors que la question qui se pose ne peut être tranchée que par un **affrontement politique** où ce ne sont pas les couches sociales que représentent ces courants qui joueront le rôle moteur et déterminant mais plutôt le prolétariat et les masses exploitées.Les mouvements de masses formidables du printemps 1980 en grande Kabylie, les grèves et manifestations de février 1981 dans la Soummam, la révolte de Dellys et les manifestations du 19 mai à Béjaia illustrent de façon éclatante cette vérité élémentaire que tous les militants sincères doivent apprendre et propager.

L'approfondissement du malaise social en Kabylie fait que l'affrontement politique est de plus en plus ressenti par les masses comme inévitable. Le mouvement qui renaîtra sans le concours des courants berbéristes sera plus dur et plus fécond. Les masses Kabyles ont montré plus d'une fois un trésor de combativité, de courage et de générosité. Briser le mur de l'isolement qui entoure les masses kabyles devient de plus en plus urgent.

Devant la défaillance flagrante des courants berbéristes et du FFS, doter les masses en Kabylie d'une **direction** qui soit à la hauteur de ses responsabilités historiques, c'est l'affaire de tous les militants d'avant-garde soucieux de préparer les affrontements politiques qui s'annoncent à l'horizon et d'en faire le terrain où se forgera la force capable d'abattre demain le capitalisme.

LA QUESTION DU «FRONT ANTI-IMPERIALISTE ET ANTI-FASCISTE» EN ALGERIE

Dans une déclaration diffusée lors de la fête de l'«Humanité» à Paris, les réformistes du Parti de l'Avant-garde Socialiste (PAGS) dénoncent le glissement du régime,qu'ils soutenaient jusqu'ici, vers une «déviation réformiste et opportuniste». Leur explication est la suivante : «Les forces impérialistes visent à couper le président Chadli des orientations progressistes qu'il a proclamées et des masses, en plaçant les patriotes et les progressistes les plus conséquents devant le dilemne suivant : cesser le soutien à Chadli ou laisser les mains libres à la droite pour poursuivre son escalade et ses provocations contre les acquis sociaux et démocratiques».

Dans son numéro du 25 septembre, l'organe central du FLN,«Révolution Africaine», consacre son éditorial au PAGS sans même le citer. Les réformistes du PAGS sont traités de tous les noms malgré leurs services passés et présents. La direction du FLN ne mâche pas ses mots à l'occasion : «L'heure de la clarification a sonné . Et comme le processus d'assainissement a bel et bien été engagé, celui de la rigueur et du véritable clivage politique doit être élargi et approfondi. Dans ce pays, le FLN, qui, avec la glorieuse ALN a dirigé la lutte de libération et conduit depuis l'indépendance la Révolution et l'édification socialiste du pays, s'impose aujourd'hui comme l'unique Parti d'avant-garde assumant la direction des destinées de la Révolution et du peuple. Ni aujourd'hui, ni demain, personne et nulle force ne sauront le remettre en cause. Il n'y a et il n'y aura dans ce pays de place pour d'autres mouvements ou d'autres courants en dehors du FLN. Les cadres et les militants du FLN n'hésiteront désormais plus à s'opposer par tous les moyens aux ennemis du pays, aux adversaires de la révolution, aux détracteurs du régime même à ceux qui ont réussi à s'infiltrer dans nos institutions et nos appareils. Lorsqu'il s'agit de l'intérêt suprême du pays et du peuple, le Parti FLN qui assurera la responsabilité historique de mener à son terme le combat de l'édification nationale et de concrétiser les grands idéaux et objectifs de la Révolution a le devoir d'user, s'il le faut, de la rigueur révolutionnaire.»

Le ton de la direction du FLN annonce-t-il une rupture définitive avec les réformistes du PAGS, tolérés jusqu'ici ? A quoi correspond ce phénomène politique lourd de conséquences dans la situation actuelle en Algérie ? Comment réagiront et comment doivent réagir les détachements les plus avancés de la classe ouvrière et de la jeunesse algérienne ?

Certains courants commencent déjà à poser la question du «Front anti-impérialiste et anti-fasciste» pour faire face aux manœuvres de la droite bourgeoise et à la montée du Baâth et des Frères musulmans. Quelle est notre position là-dessus ? C'est à toutes ces questions que nous essaierons de répondre brièvement en attendant d'y revenir en détails.

☐ **1.** Les particularités du développement historique de l'Algérie déterminent jusqu'à un certain point les tendances économiques, sociales et politiques qui pèsent aujourd'hui sur le cours de la lutte des classes. La nature et la forme de la colonisation directe subie par l'Algérie n'ont pas laissé de place à une bourgeoisie nationale consistante capable de constituer l'agent principal du développement du capitalisme au lendemain de l'indépendance. L'hégémonie politico-militaire de l'état-major de l'armée des frontières dont l'appareil hiérarchique provenait de la petite-bourgeoisie rurale, a permis aux couches supérieures de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale d'investir l'appareil d'Etat au lendemain de l'indépendance. L'inconsistance du marché national, l'extraversion de l'essentiel de l'activité économique dûe au fait que l'Algérie coloniale ne constituait qu'un appendice de l'économie capitaliste française et les formidables réserves de matières premières et d'énergies (minerai, pétrole, gaz) ont déterminé la **forme** qu'à prise le développement capitaliste en Algérie après l'indépendance. Pour les officiers de l'ALN et les couches supérieures de la petite-bourgeoisie qui ont investi l'appareil d'Etat après avoir écrasé dans le sang les révoltes de Kabylie et du Constantinois, le pouvoir politique est devenu directement un moyen d'enrichissement et d'embourgeoisement. Le grade de l'ALN ou de l'ANP, le diplôme supérieur et la place acquise au sein des appareils bureaucratiques deviennent un **titre de propriété** comme les autres. Le souci de garder une certaine distance politique vis-à-vis des différentes puissances impérialistes à la fois à usage interne et pour profiter de la concurrence qu'elles se livrent entre elles, a amené la nouvelle classe dominante en Algérie à chercher un équilibre relatif en la matière : coopération économique et technologique avec les Occidentaux, coopération militaire avec l'URSS, sans parler de la phraséologie classique à l'égard des mouvements de libération nationale du Tiers-Monde. L'ambition industrialiste de l'Etat algérien était à la mesure de la nature arriviste des couches sociales qui l'ont investi et de leur soif d'embourgeoisement rapide. Des projets industriels gigantesques ont été mis en route. Des investissements énormes ont été engagés. De grandes concentrations prolétariennes sont nées. La nouvelle classe dominante issue de l'indépendance est sortie de l'ombre. En 1971, elle rompt l'alliance avec ce qui reste de la grosse propriété foncière. Malgré une alliance de fait avec la bourgeoisie commerciale et industrielle privée, laquelle n'est pas absente au sein de l'appareil d'Etat, la nouvelle classe dominante s'est affirmée comme une «nouvelle bourgeoisie», bref, comme **l'agent principal du capitalisme algérien**. La bourgeoisie privée est certes appelée à contribuer au développement capitaliste mais elle ne demeure pas moins politiquement une classe de second rang.

Sur le plan social, les entrées fabuleuses que procure l'exportation des hydrocarbures n'ont pas seulement permis à la couche des technocrates de s'enrichir et de s'affirmer comme une véritable bourgeoisie. L'Etat bourgeois en a profité également, même si c'est dans une mesure dérisoire, pour donner du secteur public une image attrayante. Il est vrai que les prolétaires du secteur industriel public sont aussi exploités que les autres. Mais il ne demeure pas moins vrai qu'**aux yeux des ouvriers et employés du secteur privé**, les travailleurs du secteur public, et surtout ceux des secteurs énergétiques, disposent au moins de la sécurité de l'emploi et d'un certain nombre d'avantages matériels, sans parler de la différence des salaires.

☐ 2. Cependant, les contradictions économiques et sociales inhérentes au système capitaliste et les contre-coups de la crise du capitalisme mondial auxquels s'ajoutent les aléas dûs au retard de l'infrastructure économique, à l'inconsistance du marché national et aux lourdeurs bureaucratiques n'ont pas manqué de donner un coup aux ambitions démesurées de la bourgeoisie étatique et technocratique algérienne. Un an après la mort de Boumediène, lequel symbolisait parfaitement les projets de la bourgeoisie algérienne, le Comité Central du FLN constatait dans sa décision relative aux orientations du développement économique et social : «*De graves distortions et déséquilibres sont apparus*

La question du «front anti-impérialiste et anti-fasciste» en Algérie

durant la décennie 1970-1980». Le Comité Central dressait ainsi la liste des déséquilibres en question :

— « *l'utilisation exclusive des hydrocarbures comme moyen de financement extérieur ;*

— *la tendance croissante et disproportionnée du recours aux ressources humaines, matérielles et financières à l'étranger ;*

— *l'existence de situations de pénuries persistantes touchant les produits de large consommation ;*

— *les hausses continues et désordonnées des coûts et des prix tant à la production qu'à la consommation ;*

— *le développement de phénomènes spéculatifs, de rentes, de situations favorisant l'enrichissement sans cause tant au niveau du secteur privé que public ;*

— *l'aggravation des déséquilibres sectoriels ;*

— *la persistance des déséquilibres régionaux dans le développement économique et social ;*

— *la concentration excessive des activités industrielles sur la bande côtière.*» (*El-Moudjahid* du 6/1/80).

Parallèlement au bilan de l'activité économique durant la décennie 1970-1980, l'Etat bourgeois devait faire face l'approfondissement du mécontentement des masses populaires et à la multiplication des grèves. La bourgeoisie étatique a commencé à remettre partiellement en cause ses projets au moment où la question sociale devient brûlante et où le mouvement de masse refait surface en Algérie (printemps de Kabylie...). Du point du vue économique et financier, la décennie 1970-1980 était celle de **l'investissement** grâce à la manne pétrolière et aux crédits occidentaux. Le caractère gigantesque des projets industriels qui exigent des coûts d'autant plus élevés que le potentiel scientifique et technologique, l'infrastructure routière et ferroviaire, et les moyens de transport et de stockage sont en-deçà des objectifs fixés. En 1980, la bourgeoisie étatique a voulu inaugurer une nouvelle période qui sera sous le signe de la **rentabilisation des investissements engagés**. Pour commencer, la bourgeoisie cherche à diminuer les coûts de production par tous les moyens. En démantelant les grosses sociétés nationales, ce qui permet dans le contexte de l'Algérie d'alléger la gestion, de réduire le personnel pléthorique dans les départements improductifs, de localiser et de réduire les goulets d'étranglements (transport, stockage) et d'**intensifier** l'exploitation de la force de travail, bref en restructurant son appareil productif. Or, s'engager comme le fait la bourgeoisie algérienne à intensifier la «bataille de la production et de la productivité» au moment où les grèves se multiplient contre l'austérité croissante, c'est s'attendre d'avance à une situation de plus en plus mouvementée et à des luttes sociales de plus en plus dures.

☐ 3. Les nouvelles données de la situation en Algérie peuvent donc être résumées comme suit :

a) Incapable de poursuivre ses projets gigantesques pour des raisons financières, économiques et sociales, à la fois structurelles et conjoncturelles, la bourgeoisie étatique se replie sur ce qu'elle a déjà réalisé et aspire à rentabiliser ses investissements par une meilleure gestion et organisation du travail et par une intensification de l'exploitation de la classe ouvrière, objectifs pour lesquels l'Etat est de plus en plus amené à desserer l'étau du contrôle bureaucratique et à accorder une plus grande autonomie aux entreprises et une plus grande marge aux lois du marché libre ;

b) L'autonomisation des entreprises publiques d'une part et l'acuité de la **question sociale** (ravitaillement, logements) offrent indéniablement une plus grande marge de manœuvre pour la**bourgeoisie privée** qui a d'énormes capacités en matière de transport et de stockage et qui contrôle une grande partie du réseau de commercialisation des denrées alimentaires que ce soit ouvertement ou par l'intermédiaire du marché noir. C'est ce qui explique le double phénomène : d'une part la bourgeoisie étatique est de plus en plus attentive aux doléances de la bourgeoisie privée et, d'autre part, celle-ci n'hésite pas à placer de plus en plus ouvertement ses hommes de main dans des postes stratégiques au sein de l'appareil d'Etat ;

c) Le fait que ce tournant s'effectue à un moment où se multiplient les grèves et où le mouvement de masse refait surface sur la scène sociale explique le durcissement de la lutte des classes à l'étape actuelle en Algérie. La bourgeoisie est en train de mettre en veilleuse sa fameuse «ouverture syndicale» amorcée lors du 5e Congrès de l'UGTA en avril 1978. Des centaines de sections syndicales échappant au contrôle du FLN ont été dissoutes. Les interventions violentes contre les ouvriers en grève se multiplient. La répression systématique se développe par ailleurs (Béjaia, Dellys, Alger) ;

d)La dépendance économique, financière et technologique croissante à l'égard des impérialismes occidentaux amène la bourgeoisie étatique à écouter de plus en plus attentivement les «lobbys occidentaux» hostiles à l'URSS et favorables à l'élargissement de la coopération avec les Occidentaux, jusque sur le plan politique et militaire ;

e)Les réformistes du PAGS voient d'un mauvais œil ces nouvelles données et ce, à double titre : d'abord parce qu'ils sont sur le plan interne partisans du capitalisme d'Etat et sur le plan externe hostiles à toute remise en cause de la coopération politique et militaire avec l'URSS. Se recrutant parmi la petite-bourgeoisie intellectuelle et technocratique, présents dans certains secteurs ouvriers, les réformistes du PAGS entrevoient le caractère dangereusement explosif d'une solution capitaliste débarrassée des maigres «acquis» sociaux et économiques et prenant à contre-pieds le populisme dont la bourgeoisie a usé durant la période précédente.

C'est pourquoi les Pagsistes s'opposent à la normalisation de l'UGTA dont ils voulaient faire une structure démocratique capable à la fois de servir leurs desseins et d'amortir le mécontentement de la classe ouvrière pour le dévier vers le marais de la *collaboration de classes*.

☐ 4. Le niveau atteint actuellement en Algérie par la lutte de classes et l'absence d'organisation indépendante du prolétariat algérien ne lui donnent pas encore malheureusement l'occasion de se déterminer par rapport à toutes ces données en tant que **force politique autonome**. Farouchement hostile à toute forme de bureaucratisme dont il est le premier à payer les frais, le prolétariat concentré dans le secteur industriel public sera le dernier à s'opposer au démantèlement des grosses sociétés nationales. Cependant, l'exemple des conditions de vie encore plus déplorables dans lesquelles se trouve l'ouvrier du secteur privé pousse celui du secteur public à redouter avec juste raison toute mesure qui remettrait en cause sa sécurité de l'emploi. Connaissant parfaitement les intérêts et les desseins de la bourgeoisie privée pour avoir vécu les rigueurs du marché noir, des fausses pénuries et des augmentations régulières des prix, les travailleurs n'applaudiront jamais à la privatisation complète du marché intérieur. De la même façon, les travailleurs qui n'ont pas hésité à s'engouffrer dans les brèches de l'«ouverture syndicale» (utilisation des A.G. pour poser les revendications sociales etc.) ont tendance, en l'absence d'un mouvement de classe d'envergure, à se replier sur la position qui consiste à combattre la répression syndicale au nom de la défense des maigres «acquis» de la période précédente et de la «démocratie syndicale». Les réformistes du PAGS s'appuient donc sur l'ensemble de ces faits, en cherchant à mettre à profit les sentiments momentanés des travailleurs afin de les canaliser dans la politique de la collaboration des classes.

☐ 5. Les marxistes révolutionnaires considèrent toujours et avant tout les **intérêts historiques du prolétariat**. Les contradictions qui traversent les classes dominantes et le différend qui oppose aujourd'hui le PAGS au FLN ne nous laisse pas indifférents. A plus forte raison, l'état d'esprit des différentes couches du prolétariat et des masses exploitées nous intéresse au plus haut point. Mais ce n'est ni l'un ni l'autre de ces phénomènes qui détermine notre programme et notre stratégie. L'appréciation concrète du rapport des classes et du jeu des différentes forces politiques à un moment donné nous aide à préciser notre tactique à la lumière de la méthode scientifique du matérialisme historique :

a)En aucun cas, les travailleurs conscients ne doivent défendre une solution capitaliste contre une autre. Par exemple, le secteur public contre le secteur privé. Dans la

La question du «front anti-impérialiste et anti-fasciste» en Algérie

question concrète de la restructuration en cours en Algérie, les axes de travail doivent être les suivants :

— **La lutte contre les licenciements ;**

— **La lutte contre la division des travailleurs entre productifs et improductifs (les seuls véritables improductifs sont les bourgeois) ;**

— **La lutte contre l'intensification de l'exploitation des travailleurs, soit le refus du salaire au rendement institué par le «Statut Général du Travailleur» ;**

— **L'augmentation du SNMG à 2000 DA, le retour à 40 heures de travail par semaine, la gratuité des transports, un logement décent pour tous les travailleurs.**

b) En aucun cas les travailleurs conscients ne doivent défendre une forme d'embrigadement contre une autre, un style de bureaucrate contre un autre. La bataille essentielle aujourd'hui, quelle que soit la forme concrète qu'elle prendra, est la suivante :

— contre le syndicalisme corporatiste et gestionnaire, pour un syndicalisme ouvrier revendicatif !

La lutte contre la répression syndicale ne doit pas servir aux bureaucrates de rechange qui veulent remplacer le syndicalisme officiel par un syndicalisme réformiste de nature à tromper les ouvriers pour mieux les mobiliser dans la «bataille de la production» ;

c) En aucun cas les travailleurs et jeunes conscients ne doivent préférer une forme de répression à une autre. Contre les bandes de Frères musulmans et de Baâthistes, il est criminel d'appeler les organisations bureaucratiques à la solde de l'Etat bourgeois comme l'UNJA. La police et les bandes parallèles travaillent la main dans la main. Par leur politique de collaboration de classes, le PAGS et les secteurs «progressistes» de l'UNJA empêchent toute mobilisation réelle contre la violence réactionnaire des F.M. et du Baâth. C'est pourquoi, tout «front» avec eux ne peut que lier les mains de tous ceux qui cherchent sincèrement à défendre leurs droits et à se battre efficacement

☐ 6. Notre refus catégorique de faire un quelconque front avec une fraction bourgeoise contre une autre ou avec le PAGS contre la droite bourgeoise ne contredit nullement notre volonté ferme de chercher à construire **à la base**, dans le mouvement de masse et donc dans les structures autonomes qu'il se donne, un véritable **front de lutte** où se reconnaîtront tous les travailleurs, chômeurs, paysans pauvres et jeunes qui veulent mener bataille sur telle ou telle question essentielle en Algérie, par exemple la riposte à la répression et la lutte pour arracher les libertés politiques et syndicales. **Une telle mobilisation unitaire, pourvu qu'elle soit fondée sur** des revendications effectivement ressenties par les masses, peut évidemment s'effectuer sur une large échelle (coordination locale, régionale ou même nationale) comme elle peut s'effectuer sur une échelle beaucoup modeste (sur une entreprise ou sur une université). Pour donner un exemple : une bande de Frères musulmans attaque des étudiants sur un institut. Il est clair que la mobilisation doit se faire dans ce cas le plus largement possible. Si un comité autonome existe sur l'institut, il doit appeler sans attendre à une réunion pour décider de la riposte à entreprendre. Tous les étudiants et les travailleurs susceptibles de répondre à l'agression des F.M. doivent être mobilisés. Mais aucune alliance ne doit être envisagée avec l'UNJA sous prétexte que celle-ci lance de temps en temps quelques phrases contre les F.M. Pourquoi ? Parce que l'UNJA fait partie intégrante de l'appareil bureaucratique de l'Etat bourgeois. Parce que l'UNJA n'existe que pour embrigader la jeunesse. Parce que compter sur l'UNJA dans la lutte contre les F.M. c'est se condamner soi-même à l'impuissance, à l'inefficacité et au sabotage. Compter sur l'alliance avec l'UNJA ou le PAGS c'est non seulement prouver son incapacité à s'auto-organiser et à lutter, c'est aussi décréter que jamais le prolétariat et la jeunesse n'arriveront à s'organiser de façon autonome. Voilà pourquoi nous sommes fermement opposés au «Front anti-impérialiste et anti-fasciste».

☐ 7. Nous sommes parfaitement conscients qu'aujourd'hui le rapport de forces est en faveur de la bourgeoisie. Que celle-ci est en train de se restructurer, que ce soit sur le plan politique ou sur le plan militaire. L'irruption des masses dans la rue au printemps 1980 a fait trembler la bourgeoisie. Il est clair que si Chadli n'arrive pas à dépasser le **rôle d'arbitre** entre les différentes fractions bourgeoises présentes au Comité Central du FLN et à s'imposer effectivement comme la tête du pouvoir exécutif, l'hypothèse la plus probable avec laquelle devra compter la bourgeoisie algérienne sera un **nouveau coup d'Etat militaire** qui subordonnerait les divergences d'intérêts inter-bourgeois, secondaires après tout, à l'intérêt suprême de la bourgeoisie : **la sauvegarde de l'Ordre établi** par la répression ouverte de toute velléité du mouvement de masse. D'ailleurs, des informations récentes ont fait état de menaces sérieuses émanant du Colonel Attailia («le manchot», chef de la première région militaire de Blida) de faire intervenir directement et ouvertement l'armée sur la scène politique si Chadli est incapable de remettre de l'ordre dans le pays. Il est à rappeler que c'est précisément le Colonel Attailia qui a donné l'ordre au Darak-El-Watani de charger violemment les ouvriers de l'unité Sonatrach de Béni-Merad au mois de juin dernier.

L'ensemble de ces faits peut être exploité par les adeptes du «Front anti-impérialiste et anti-fasciste». Les manœuvres des factions bourgeoises les plus droitières ne sont pas une simple vue de l'esprit. Mais l'histoire nous enseigne que sans la mobilisation des masses populaires avec à leur tête le prolétariat autour de leurs objectifs de classe propres, aucune alliance au sommet, aucun «Front anti-fasciste» n'a jamais vraiment empêché le triomphe et l'installation du «fascisme» compris comme une forme de domination bourgeoise ouvertement terroriste comme l'atteste l'exemple fort instructif du Chili. Si demain en Algérie, la réaction islamique ou pan-arabiste venait à prendre directement le pouvoir **à elle seule** en s'appuyant sur les secteurs les plus droitiers de l'armée, ce sera avant tout pour prévenir ou écraser dans l'œuf la révolte des masses populaires. Comment pourrons-nous combattre cette réaction en recourant à un «front» avec les secteurs soi-disant «progressistes» de la bourgeoisie nationale et avec les réformistes du PAGS ? **La lutte des classes est quelque chose de trop sérieux pour qu'elle puisse s'effectuer indépendamment des intérêts matériels en jeu.** Ce qui détermine dans les moments cruciaux de l'histoire l'attitude d'une classe, c'est avant tout ses intérêts économiques. Penser que des fractions bourgeoises, aussi «progressistes» fûssent-elles, préfèreraient s'allier avec les masses populaires contre les fractions bourgeoises «réactionnaires» c'est non seulement se mettre le doigt dans l'œil, c'est aussi commettre un crime à l'égard des masses, c'est entretenir parmi elles des illusions mortelles, c'est les préparer à compter sur une force qui n'existe pas et qui n'existera jamais, c'est en somme les désarmer politiquement et physiquement avant même de livrer bataille. Quant aux réformistes du PAGS, lorsqu'ils mobilisent les masses, ils le font sur la base d'objectifs fondamentalement bourgeois (tâches d'«édification nationale» etc.) même s'ils sont capables de temps en temps d'ajouter une ou deux revendications sociales pour mieux faire passer leur politique de collaboration de classes. C'est pourquoi il est criminel d'appeler les travailleurs conscients à se battre sous l'égide d'un «Front anti-impérialiste et anti-fasciste», lequel ne fera dans les meilleurs des cas que revenir à l'héritage de Boumediène avec cette différence que les masses seront appelées à donner leur sang pour une cause et pour des objectifs qui ne sont pas les leurs.

☐ 8. Dans la situation difficile d'aujourd'hui, conscients de toutes les sortes de manœuvres bourgeoises qui se préparent en Algérie en prévision des soulèvements populaires et de l'approfondissement du mouvement de masse, il est de notre devoir d'appeler tous les travailleurs et jeunes conscients, tous les militants d'avant-garde, tous les militants révolutionnaires organisés et inorganisés, tous les comités de lutte, cercles et noyaux à faire preuve de vigilance et de lucidité politique. La bataille contre les Frères musulmans, les Baâthistes et tous les courants qui ne sont là que pour tenter de casser les luttes des masses populaires est inséparable de la lutte contre le principal briseur de grèves : l'**Etat bourgeois**, avec son FLN, son armée, ses CNS ses Darkis et ses tribunaux.

Le mouvement de masse du printemps 1980 et les manifestations de février et mai 1981, bien que partis de l'université et des lycées sur la question culturelle, ont vu les prolétaires et les jeunes chômeurs de la région prendre une

La question du «front anti-impérialiste et anti-fasciste» en Algérie

part active et déterminante tant dans la réussite de la grève générale que dans la mobilisation courageuse qui a eu lieu contre l'intervention sauvage des CNS. Ce phénomène ne relève pas du hasard. En effet, même si la question de l'oppression culturelle a bien joué le rôle de détonateur du mouvement, celui-ci plonge ses racines dans la crise grave qui affecte le fragile équilibre de la société algérienne, crise dont les masses populaires payent les frais à tous les niveaux : pénuries, hausses des prix, crise du logement, chômage des jeunes, arrêt de l'émigration, déperditions scolaires importantes, dégradations de la santé publique, insuffisance des transports en commun, corruption etc.

Certes, la participation du prolétariat au mouvement de masses ne lui confère pas automatiquement à l'étape actuelle de la lutte de classes le rôle dirigeant. Mais, force est de constater que la lutte contre la répression et pour contrer les manœuvres des courants bourgeois les plus réactionnaires n'acquiert sa pleine efficacité que si elle s'appuit sur les besoins de la classe sociale dont les intérêts historiques sont irréductiblement opposés à ceux de la bourgeoisie. De toutes les classes qui luttent aujourd'hui pour la liberté en Algérie, seul le prolétariat, en entraînant derrière lui la masse des paysans pauvres et des chômeurs, a une raison historique de mener cette lutte jusqu'au bout, parce que pour lui, la **liberté de mouvement** est d'abord aussi vitale que l'oxygène pour pouvoir se défendre contre l'austérité et la répression syndicale. Ensuite, la liberté de mouvement pour le prolétariat est un moyen lui permettant de regrouper ses forces en vue de renverser la bourgeoisie, en finir avec la capitalisme et instaurer le vrai socialisme.

Les mots d'ordre du «Mouvement du printemps» témoignent que même lorsqu'il est encore dans l'incapacité d'agir en tant que force politique indépendante, le prolétariat, dès qu'il se met à bouger à une échelle tant soit peu importante, ne laisse pas moins ses empreintes sur le mouvement social. Dans ces conditions, le mouvement social est amené par la force des choses à mettre en avant, même si c'est de façon confuse, et parfois ambiguë, les aspirations historiques du prolétariat. Qu'on en juge par les mots d'ordre du mouvement : « *Nous en avons assez de l'injustice !* » ; « *A bas la bourgeoisie !* » ; «*Vive le vrai socialisme !* ».

N'est-ce pas là une preuve a-contrario que le mouvement social qui par sa dynamique est amené à affronter politiquement et physiquement l'Etat bourgeois ne peut le faire **effectivement** qu'en s'appuyant sur les aspirations du prolétariat, prouvant ainsi que seules les aspirations de ce dernier s'opposent de manière conséquente aux mécanismes économiques, sociaux et politiques de la société capitaliste ? N'est-ce pas là une confirmation vivante du marxisme qui enseigne que seul le prolétariat constitue la classe vraiment révolutionnaire dans la société moderne ?

□9. Si en l'absence d'organisation de classe indépendante, le prolétariat algérien est aussi présent sur la scène sociale, qu'en sera-t-il lorsqu'il se dotera de son parti d'avant-garde révolutionnaire ? C'est là la question essentielle. Tous ceux qui prennent prétexte du rapport de forces actuel en faveur de la bourgeoisie et de l'absence d'organisation autonome du prolétariat pour théoriser le «moindre mal» (alliance avec les secteurs «progressistes» de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie contre la bourgeoisie compradore réactionnaires ou bien, «front uni» avec les réformistes du PAGS contre la droite et les Frères musulmans) oublient toujours de rappeler le **potentiel immense** qui sommeille aujourd'hui dans le prolétariat et les masses exploitées. C'est ce potentiel qui a pu donner l'énergie nécessaire aux formidables mouvements de masse qui ont secoué la Kabylie du printemps de Tizi-Ouzou jusqu'au 19 mai de Béjaia en passant par la révolte de Dellys.

Encadrée et dirigée par un parti d'avant-garde qui lui assure l'«unité de but, de volonté et d'action», cette énergie en mouvement que l'on voit à l'œuvre périodiquement et spontanément se transformera en une **force historiquement agissante** qui ne perdra rien de sa spontanéité et de sa détermination mais qui gagnera en **assurance** et en **capacité de frappe** du fait même qu'elle aura trouvé la direction lucide, sûre et ferme qui lui faisait défaut.

En travaillant inlassablement dans la perspective de la construction du parti marxiste révolutionnaire, nous contribuerons concrètement à jeter les bases de l'indépendance de classe du prolétariat algérien. Le travail ne sera pas facile. Mais la perspective est grandiose. Doter le prolétariat de son parti d'avant-garde révolutionnaire, c'est en termes militaires : **donner aux forces combattantes du prolétariat la possibilité historique de frapper ensemble au même moment sous le commandement d'un état-major unique**.

Voilà le seul garant pour que demain nous puissions briser les reins à tous ceux qui, ouvertement ou dans l'ombre, dans l'appareil d'Etat ou en dehors de celui-ci, complotent contre le mouvement de masse et cherchent à faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Tract diffusé par nos camarades en milieu étudiant à Aiger.

Le gouvernement nous invite au «dialogue» et à la «concertation». Mais que fait-il de nos revendications sociales, politiques et culturelles ?

La «Charte Culturelle» adoptée par le comité central du FLN est à l'image de la «charte nationale». Elle foule aux pieds les aspirations légitimes de nos masses populaires qui ont montré plus d'une fois leur volonté d'imposer le reconnaisance de leurs langues maternelles: l'arabe algérien et le tamazight.

Presque 20 ans après l'indépendance, les masses algériennes sont toujours privées des libertés politiques et syndicales élémentaires.

Considérées comme mineures, elles sont systématiquement écartées de tout ce qui les concerne. Le gouvernement pense pour nous. Dieu merci !

Les revendications populaires sont caricaturées et folklorisées quand elles ne sont pas tout simplement ignorées et piétinées. Les enlèvements et les arrestations demeurent le lot quotidien des militants qui osent élever la voix.

ASSEZ DE CETTE POLITIQUE DE MEPRIS VIS-A-VIS DES MASSES!

L'insolence de la bourgeoisie se nourrit de notre peur, de notre division et notre hésitation à prendre nos problèmes et notre destinée en mains. Rien ne sera obtenu par le «dialogue». Seule une large mobilisation peut faire reculer le pouvoir bourgeois.

Pour préparer sérieusement cette mobilisation, les étudiants conscients des exigences de l'heure doivent redoubler d'effort pour élargir la base sociale du mouvement à Alger qui a jusqu'ici souffert de son confinement dans les cadres de l'université. L'isolement du mouvement ne peut que conforter la bourgeoisie. Il est donc urgent de prendre contact avec les lycées et les entreprises: L'UNION FAIT LA FORCE !

Le mouvement de masse en Kabylie en a déjà fait l'expérience. La bataille pour la libération des militants du collectif culturel doit être l'occasion pour intensifier le travail de sensibilisation contre la répression multiforme parmi toutes les couches sociales opprimées (travailleurs, chômeurs, femmes, lycéens).

Nous soutiendrons toute initiative allant dans le sens d'une riposte à la répression qui sévit en Algérie contre les masses populaires. Nos camarades dans l'émigration se chargent quant à eux de répercuter les luttes qui se mènent ici pour susciter la solidarité active des travailleurs et jeunes émigrés.

— Pour la libération des 23 militants du Collectif culturel détenus à El-Harrach !
— Pour la libération des 160 emprisonnés de Bedjaia !
— Pour la libération des prisonniers politiques de Lambèse sans exclusive !
— Pour la reconnaissance des langues populaires !
— Pour les libertés démocratiques en Algérie !
— Vive le vrai socialisme, Vive le communisme !

Parti Communisme International (El Oumami)

Septembre 81

Comment expliquer la condamnation des frères musulmans en Tunisie ?

Plusieurs dizaines de militants appartenant au «Mouvement de la Tendance Islamique» (MTI) en Tunisie ont été condamnés récemment. Les deux principaux dirigeants du mouvement, Rachid Ghanouchi et Abdelfatah Mourou, ont eu chacun dix ans de prison. Il n'en a pas fallu plus pour que les démocrates de tous bords manifestent leur crainte de voir le processus d'«ouverture» démocratique compromis. Comment expliquer l'offensive au moment même où le gouvernement vient de lever la mesure d'interdiction qui frappait le PCT ? Quelle doit être la position des marxistes révolutionnaires dans une telle situation ?

De l'aveu même du ministre tunisien de l'Intérieur, Driss Guiga, le gouvernement tunisien était bien informé des agissements des «frères musulmans». Derrière la façade d'un mouvement de propagande islamique, une organisation secrète existait depuis plusieurs années, fondée en 1975 au cours de la réunion de Manouba. Les «frères musulmans» ont toujours disposé de soutiens financiers extérieurs.

Seulement, à l'époque, le gouvernement avait besoin d'eux. C'était une période de luttes ouvrières et estudiantines intenses. Il n'est un secret pour aucun militant tunisien que les «frères musulmans» ont toujours saboté les mouvements de grève, aidé la police à traquer les militants d'extrême-gauche, sans parler de leurs lâches agressions contre tous ceux qui s'opposent fermement à leur idéologie obscurantiste.

Aujourd'hui, la situation se présente différemment pour la bourgeoisie tunisienne. Premièrement, après le massacre du 26 janvier 1978 et le démantèlement de toutes les sections syndicales combatives et surtout avec la crise du mouvement étudiant tunisien et de l'ensemble des groupes «marxistes léninistes», la bourgeoisie ne peut plus évidemment accorder la même marge de manœuvre aux «frères musulmans». Deuxièmement, le développement quantitatif du MTI et les répercussions de la «révolution islamique» iranienne font que le gouvernement tunisien craint qu'il ne soit débordé par le courant intégriste musulman. Le gouvernement et le PSD ont donc mis sur la touche des militants islamiques qui ont commencé à les concurrencer dans le maintien de l'ordre

Les prises de position des différentes forces politiques tunisiennes en disent long sur leur nature de classe. Le Mouvement des Démocrates Socialistes (MDS) «*ne peut s'empêcher de condamner vivement les mesures répressives qui contrastent absolument avec le climat politique actuel et entravent le processus démocratique*». Le Bureau Politique du «Mouvement de l'Unité Populaire» «*dénonce ces arrestations qui constituent une atteinte aux libertés individuelles et une violation des principes démocratiques les plus élémentaires*». Le Rassemblement Nationaliste Arabe (RNA),quant à lui, «*exprime son regret pour les arrestations dans les rangs de la tendance islamique*» et «*considère que les arrestations individuelles et collectives pour des motifs politiques et idéologiques contredit l'exercice des libertés publiques garanties par la constitution*» (1).

Bref, tous ces bourgeois se rappellent les services rendus par les «frères musulmans» à l'ordre public et craignent surtout que l'escalade de la violence ne débouche sur une situation instable qui ouvrirait des brèches dans lesquelles pourront s'engouffrer les masses populaires tunisiennes !

Le gouvernement tunisien les a en quelque sorte entendus et a même répondu partiellement à leurs vœux. Au cours du procès du MTI rien n'est sorti au sujet des armes dont disposent les intégristes ni sur leurs projets de constituer des milices «anti-communistes», auquel cas la justice bourgeoise aurait été amenée à prononcer à leur encontre des peines beaucoup plus lourdes.

Mais quelles ont été les positions de la «gauche» et de ce qui reste de l'«extrême-gauche» tunisiennes ? A la suite de l'arrestation des militants du MTI, le Bureau Politique du PCT a rendu public un communiqué dans lequel il «*proteste contre ces arrestations et exige la libération de tous les détenus*» et «*considère que le recours à la répression dans la situation actuelle ne peut qu'entraver le processus démocratique*» (idem).

L'organisation «El-Amel Tounsi» condamne, dans une déclaration signée Karoud Ahmed : «*les arrestations des militants du MTI qui portent atteinte aux libertés d'expression et d'organisation*» tout en se démarquant des actes d'agression commis par des éléments islamistes à l'université à l'encontre des étudiants et du doyen de la Faculté des Sciences (2). Quant aux militants regroupés autour de Nourredine Khader, dans un souci légitime de se démarquer de l'Etat, ils sont arrivés à prendre la même position que les autres forces politiques tout en condamnant les agissements des «frères musulmans». Dans un communiqué publié par «El-Mostakbal» ils affirment que «*le respect des libertés constitutionnelles par tous est le meilleur moyen de régler les problèmes dans un cadre démocratique*». Ainsi, tous ces prétendus «marxistes-léninistes» sont arrivés à défendre **dans les faits** les «frères musulmans» quelles que soient les intentions qui les animaient au départ.

Le dénominateur commun à l'ensemble des positions exprimées au lendemain de l'arrestation et de la condamnation des «frères musulmans», c'est la défense de la démocratie et de la constitution bourgeoises. Pour les partis bourgeois et le PCT cela a toujours été clairement ainsi. La trajectoire des autres groupes par contre ne manquera pas d'étonner nombre de militants tunisiens. Il va falloir qu'ils en tirent les enseignements. Ce ne sont pas les règles du jeu démocratique et constitutionnel qui permettront aux masses de s'organiser et de lutter.

C'est seulement par la force que la classe ouvrière s'imposera sur la scène sociale et politique. La classe ouvrière tunisienne a montré un trésor de combativité depuis le cycle des luttes ouvrières du début des années 70 qui ont été couronnées par la grève générale du 26 janvier 1978. Il est donc possible de commencer à forger cette force dès aujourd'hui en organisant sur la base du programme communiste tous les travailleurs conscients des intérêts historiques de leur classe.

(1) citations extraites de «Maghreb» n°16 du 25/7/81.
(2) «Maghreb» n°17 du 1/8/81.

---

el-oumami
l'internationaliste
parti communiste international

Le rôle contre-révolutionnaire de l'«ouverture» en cours en Tunisie

supplément à El-Oumami n°11 - Octobre 1980 2FF

APRES LA MORT DE SADATE

Nous n'analyserons pas ici à quoi correspond socialement et politiquement la montée du courant intégriste musulman en Egypte. Nous reviendrons prochaînement sur le sujet. Il est plus urgent de voir aujourd'hui les conséquences que l'assassinat de Sadate peut avoir. Déjà, le ministre français des Affaires étrangères, Claude Cheysson, a déclaré le jour des funérailles de Sadate : «*Si on veut être optimiste, on peut dire que la disparition de Sadate, horrible en elle-même, avec toutes les conséquences qu'elle peut avoir pour l'Egypte, fait disparaître un obstacle au rapprochement inter-arabe*». (*Le Monde* du 13/10/81).

D'ores et déjà, certains observateurs font remarquer que le plan que le prince saoudien Fadh a présenté le 7 août a plus de chances d'être pris en considération, même si ce n'est pas sous sa forme originale. Ce plan prévoit notamment :

-«*Le retrait d'Israël de la totalité des territoires arabes occupés en 1967, y compris la ville arabe de Jérusalem*» ;
-«*La création d'un Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale*» ;
-«*La reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix*», (c'est-à-dire en termes plus directs la reconnaissance de l'Etat d'Israël).

Ce plan ne remet pas en cause pour l'essentiel l'esprit de Camp David. Dans une interview à *Libération* du 20/10/81, l'ancien conseiller de Carter, Brzezinski, affirme : «*Camp David c'était deux cadres, le premier pour l'établissement de la paix entre l'Egypte et Israël entre dans sa dernière phase de mise en application. Reste le second, celui qui visait à résoudre, sur une base transitoire, le problème des Palestiniens en obtenant pour eux l'autodétermination*». On sait que pour Brzezinski, l'«autodétermination» des Palestiniens ne signifie nullement remise en cause de l'existence d'Israël. Néanmoins, pour y arriver, Brzezinski souhaite que «*Reagan ouvre le dialogue avec l'OLP*».

Or, sans les Etats arabes, l'OLP ne représente pas grand-chose. Ce n'est pas un hasard si Arafat a bien accueilli le plan Fahd. On voit donc que le second volet des accords de Camp David sur les Palestiniens ne peut être abordé sérieusement dans le cadre d'une «*paix séparée*» égypto-israélienne. On comprend plus facilement dans ces conditions pourquoi la France tient tant à ce que l'Egypte regagne sa place dans le monde arabe.

Le rôle de l'impérialisme français à l'étape actuelle de la crise du Moyen-Orient est considérable. C'est le quotidien bourgeois *Le Monde* qui avoue ainsi dans son édition du 13/10/81 : «*La France, qui a de bons rapports tant avec l'Egypte qu'avec la plupart des autres pays arabes — et qu'avec Israël — peut avoir un rôle important à jouer dans ce nouveau chapitre au Proche-Orient, par exemple en essayant de* «raisonner» *les dirigeants israéliens, qui seront certainement les premiers à s'émouvoir d'un éventuel rapprochement égypto-arabe*».

Cependant, «*paix séparée*» ou «*paix globale*», l'URSS ne voudra jamais rester à l'écart. Et elle n'est pas sans atout dans la région. C'est dire que la «paix» dont les bourgeois nous rebattent les oreilles est une paix de requins impérialistes qui reposera sur la terreur et surtout sur l'écrasement des masses exploitées arabes. Les impérialismes et les bourgeoisies locales comptent sans le prolétariat et les masses exploitées de la région. Et si ces derniers se réveillent et rompent le mur de la «solidarité nationale» en prenant le chemin de la lutte de classe ? Alors, les belles paroles trompeuses sur la «cause arabe» laisseront la place aux mots d'ordre de la guerre sociale ouverte contre l'ordre impérialiste mondial avec son bastion local, Israël, et contre toutes les bourgeoisies de la région.

Rien de sérieux n'autorise à penser que Sadate a été abattu par une autre force politique que les «frères musulmans». Le chef du commando qui a exécuté l'opération, le sous-lieutenant Khaled, n'est pas un inconnu dans les milieux intégristes musulmans et son frère qui appartient à l'organisation islamique Takfir Wa El Hedjra se trouvait en prison au moment de l'opération.

Ils sont donc vraiment méprisables ces imposteurs du soi-disant «front du refus» (Syrie, OLP, Irak, Libye, Algérie) qui ont fait tout un battage le jour de l'assassinat de Sadate. Leur fierté est vraiment mal placée et elle ne cachera pas en tous cas leur impuissance et leur hypocrisie. Car ce que Sadate a dit tout haut, tous le pensent au fond mais seulement ils essayent de monter les enchères... surtout qu'ils sont loin du champ de bataille.

Pourquoi a-t-il fallu que ce soit les «frères musulmans» qui descendent Sadate puisque tous ces «durs» tuteurs de la «Nation arabe» n'ont jamais été avares en phraséologie contre Sadate (ils sont même allés jusqu'à le condamner à mort... sur le papier !) ?

Lecteur, abonne-toi, écris-nous !

Fais connaître El-Oumami autour de toi !

APRES CANCUN

LA FAIM CONTINUE

L'actuel représentant en chef de l'impérialisme français a rappelé à Cancun quelques petites choses qui lui tiennent à cœur. Premièrement, que la France voudrait bien favoriser le développement des pays sous-développés, pour sortir elle-même de la crise (comme on voit, et Mitterrand le dit lui-même avce le cynisme des repus, cette idée n'a rien de charitable et releve d'un intérêt bien compris) Deuxièmement, que si on ne faisait rien pour les populations qui meurent de faim — les deux tiers de l'humanité n'ont pas le minimum vital — les risques de guerre et de révolutions allaient se multiplier et qu'il fallait donc un «co-développement généralisé».

A entendre les bourgeois de gauche, le capitalisme pourrait ainsi contredire ses propres lois. Les pays développés ne peuvent pas réellement aider au développement des pays sous-développés pour la simple raison que leur propre développement repose sur l'exploitation et le pillage des pays les plus faibles, si bien qu'il n'y a aucune chance, sous le capitalisme, de réduire le fossé qui existe entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ce fossé va au contraire, comme chacun sait, en s'approfondissant, aggravant ainsi les tensions que le capitalisme engendre de lui-même à l'échelle momdiale.

Toute le démagogie de l'«aide» consiste donc d'abord à faire des affaires ensuite à jetter quelques miettes là où il y a risque d'exploitation sociale.

La seule possibilité de procéder à un partage équitable des richesses mondiales et de supprimer les risques de guerre consécutifs au développement inégal des différents pays capitalistes est de **passer au communisme**. Tout le reste n'est que bavardage hypocrite des bourgeois qui cherchent à prolonger la domination de leur propre impérialisme sur les pays exploités et sur le prolétariat des métropoles.

رساله مناضل تونسي

فيها ،تقر بأن النظام عازم على حرمان تلامذة السنة السابعة في "7ème technique" من القيام بامتحان البكالوريا ،متعللا بفقدان الوسائل المادية لضمان السنة الدراسية الجامعية للطلبة الجدد الذين سينجحون . فما أن اجتاح هذا الخبر المعاهد،حتى خرجت أغلبية الجماهير التلمذية الى الشوارع منددة بسياسة التنقية هذه لنظام العمالة . فأجابها النظام بالقمع الوحشي بواسطة كلابه الطبيعيين B.O.P والـ B.I.R . فكان عجز هؤلاء المرتزقة وانهزامهم في العديد من الاصطدامات المنظمة من طرف التلامذة . فأمر بادخال الجيش في معركته الدنيئة والمشرفة بالنسبة للجماهير . فسالت الدماء وأحرقت السيارات ،وعدّة أماكن أخرى ، منها سينما " البلماريوم " بتونس العاصمة واستشهد عدة تلامذة نذكر منهم فتاة "بالمعهد المختلط بباحة " وأخرى " بمعهد خرندار"بتونس العاصمة ... وفي تلك الفترة تحركت جامعات ، الحقوق،والعلوم ،والاداب وقرروا النزول في مسيرة من كلية الحقوق الى وسط العاصمة . وفي بدايتها تعرض لها الـB.O.P وكلابه ،فما كان من المسيرة الا أن تتصدى له وترهب القمع نفسه الذي بات هاربا وتاركا جل وسائله القمعية على الارض .

وهنا تشلّ يدي ،لكي لا ألوث هذه الورقة البيضاء ،بذكر أو التحدث عن التيار المسمى بالاتجاه الاسلامي " أو بالأحرى الأخوان المجرمين في حق الجماهير المسحوقة بحكم ارتباطاتهم الموضوعية مع نظام العمالة ،لم نتحرك لهم أي ساكنة ووقفوا وقفة المتفرج. وأمام شعورهم بخطورة هذا الموقف الرجعي، وخوفا من انقلاب موازين القوى ضدهم حاولوا استدراك الوضع قبل فوات الأوان . فقرروا احتجاز العميد وطالبوا باطلاق سراح من وقع القبض عليهم وهددوا بتفجير " مخبر الفيزياء والكيمياء " اذا لم تسمع طلباتهم . فلنسأل هؤلاء الظلاميين ،حتى كان احتجاز شخص من طرف تنظيم كامل موقفا ثوريا ؟ وهل باحتجازكم لشخص ،وحتى ان اعدمتوه ،قد تصديتم للنظام؟ يا للخزي والعار أصبحتم تسمسروا بنضالات الجماهير وكأنها مومسا ،يدخل عليها الرجال الرجعيون . وعندما تنتهي لذتكم ،تضحكون عليها وتشتمونها بأبخس وأقبح الألفاظ. لقد نسيتم ،أنكم الوجه المفلس للتاريخ. أما الوجه الصحيح ،فهو حين تشنقكم الجماهير أنتم وأمثالكم من الرجعيين . وفي خضم هذه النضالات التلمذية والطلابية ،جاءت مساهمة عمال الـS.N.C.F.T في القيام باضراب للمطالبة بتحسين ظروفهم المعيشية أيضا . وقرروا القيام بمسيرة مساهمة لنضالات القطاعات الاخرى واخضاع النظام لرغباتهم. وحينها شعر هذا الاخير بالخطة وكرس كل طاقاته لايقاف هذا السيل الجارف والمهدد بـ ٢٦ جانفي ثانية . فاستعمل الدمغجة على شاشة التلفزيون والراديو مع القمع بالـ B.O.P والـ B.I.R. والجيش

وبان بالكاشف أن البرجوازية ما تعطيه باليد اليمنى تسترجعه باليد اليسرى وكل تلك الجمل والكلمات الرنانة التي تفوّه بها "مزالي" من خلال خطبه العديدة " كالحكم للشعب " والسعي نحو "تحطيم العوارف الطبقية" "والديمقراطية " وتعدد الاحزاب" كانت هراءا فارغا .والواقع ان المجتمعات الراسمالية العفنة قد عوّدتنا بالرقص على دبكات الكلمات المنمقة كـ"تعدد الاحزاب" و"الديمقراطية" و" الانتخابات الحرة" ولكن السؤال الذي يطرح نفسه بالحاح هو: متى كانت البرجوازية تسمح لعدوها الطبقي بمنافستها الحكم الذي هو احدى الضمانات لبقاء وسائل الانتاج بين يدي الطبقة المستغلة ،التي لا يمكنها التواجد في طمانينة الا بوجود ما يسمى "بالمعارضة" ذلك ان هذه الاخيرة بامكانها ان تتحدث لغة الجماهير وتستطيع ان تخمد اصواطهم وان تعطل تحركاتهم. هذه التجربة حاول ان يستعملها ،هذا الخنفساء المسمى "بالوزير الاول" فقد سمح للتحريفيين الرجعيين المسمين انفسهم عبثا بالحزب الشيوعي التونسي بالتواجد علنيا. وتاريخ هذا الحزب وامينه العام "حرمل" يبعث على القرف،ذلك انهم تواطؤا تاريخيا مع الاستعمار المباشر والجديد ،كما نددوا وما زالوا ينددون باستعمال الجماهير العنف الطبقي في التصدي للمستغل العاشم وفي المطالبة بحقوقها واشادوا بارساء نظام القمع والارهاب "للديمقراطية" المتمثلة في التعايش السلمي بين الطبقات والعمل بما جاء في كتابه "عزّ وجلّ وخلقناكم درجات"

العجيب من امرهم انهم ينددون بالعنف ويناشدون ويصفقون لهذا النظام وهو الذي استعمل ويستعمل كل وسائل الارهاب في الشوارع والتعذيب في السجون. والواقع ان الشيء من مأتاه لايستغرب ،فالستالينية قد خلّفت اثارها حتى الآن ولكن المحقق ان هذا البناء قد شاخت اسسه وبدأ ينحني نحو السقوط،ليرمي فيما بعد في مزبلة التاريخ. وعلى نفس هذا المنوال سمحَ لشق من منظمة "الوحدة الشعبية" ببناء حزب "معارض" ،وهنا المهزلة فمن اين لهم ان يعارضوا نظاما رجعيا وهم يمثلون احدى ركائزه ماضيا وحاضرا . فما تجربة بن صالح في الستينات الا دليلا واضحا على رجعية هؤلاء وحقدهم الباغض على الجماهير المسحوقة ومن افتك اراضي المزارعين الفقراء باسم التعاضد وفتح على مصرعيه لكبار الاقطاعيين الاستحواذ على اراضي صغار المزارعين كي يوسعوا من ممتلكاتهم؟ ومن الذي وضع مناضلي منظمة "آفاق" في اقبية السجون؟ واخيرا وليس اخرا من الذي سمح للجيش في ٦٩ بالوردانين مهاجمة المزارعين الفقراء واطلاق الرصاص عليهم؟

ان هؤلاء "السادة الكرام" يجهدون انفسهم لتبيض ما تركوه من سواد على وجه التاريخ فمن اين لكم الآن ان تخادعوا الجماهير المسحوقة وانتم الذين شربتم ولا زلتم تشربون دماءها على نخبها ؟

في الواقع يطول الحديث عن الاخوان باعتبارهم اخطر حركة رجعية عالمية تشهدها الانسانية اليوم فليست مهمتنا الآن التحدث عن الاخوان وتطوراطهم في تونس والتكتيكات والاساليب التي يستعملونها للوصول الى غاياتهم ،وانما مهمتنا تنحصر في توضيح ما جدّ من تطورات جعلت عدّة اتجاهات"متمركسة "تقرّ بان هناك عداءا مبدئيا بين كل من النظام والاخوان وكانهم تناسوا ان النظام هو ائتلاف طبقي يمثل الاخوان احدى ركائزه وان بامكان الحلفاء الرجعيين ان يتناقضوا بينهم لاجل مصالح ذاتية وان يتكتلوا دائما ضد عدوهم اللدود ،وهو الزحف الاحمر. من هنا بدأ الحزب الدستوري يشعر بخطورة حليفه الطبقي الا ان نظام العمالة تفطن الى هذا التكتيك الاخواني ،ومن هنا قام بحملة اعتقالات في صفوف هذا "الاتجاه الاسلامي" وقرر محاكمتهم التي دارت في مهزلة تامة ان من ناحية طرح الاسئلة او من ناحية نواياهم الصحيحة ومن جهة ارتباطاتهم بالحزب الحاكم ،وركز فقط على الاسئلة المتعلقة ببعض المؤتمرات المعروفة وعلاقاتهم التنظيمية . تناست طبعا المحاكمة مؤتمر "دور ١٩٧٦" الذي حظره "الصياح" ومن خلاله اتفقوا على محاربة الشيوعية في الجامعات والمعامل بكل الوسائل ومن ضمنها طبعا الارهاب الرجعي بمهاجمة الطلبة والعمال وحتى التلامذة . وتم تعتيم مطبق حول التحقيق السري عن اماكن التدريب ومخابىء الاسلحة وعن ارتباطاتهم بالخارج .

من المحقق ان الرجعية ،سعيا وراء المصالح الذاتية تصبو دائما الى دراسة نوايا وتكتيكات حليفها الموضوعي في فترة تصاعد التناقضات وهنا بدأ الحزب الرجعي في عملية فضح حليفه الطبيعي لتنفير الرأى العام حسب قوله من حول هذه الجماعة المناوئة وهو يعد في نفس الوقت ضربة قاسية لا يمكنه تسديدها الا عند تحرك هذه الجماعة وعندها سيدلي بكل مخططاتهم العسكرية وارتباطاتهم بالمنظمة الاسلامية المرتبطه بالرجعية السلفية والامبريالية العالمة .

تونس
دور الانفتاح الجاري في الصراع الطبقي
من كراسات الاممي

موت السادات...

فعلية في مواصلة القتال. وهي أيضا تريد أن يكون اعتراف موسكو بها كهيئة دبلوماسية مثالا يحتذى به أصحاب المبادرة الأوروبية الذين وضعهم أحد منظري " فتح " بأنهم ما زالوا في خبر المبادرة الكلامية* وشرط دخولهم "الخير العملي" ولعب دور المرحلة الانتقالية بين "الكامب العربي"هو ادخال منظمة التحرير إلى حظيرة الهيئات الدولية .

الكمب العربي والبرجوازية السورية

لا تحلم البرجوازية السورية باستعادة حجر واحد من الجولان وهي لم تتجرأ مطلقا على رفع صوتها بهذا الشأن لكنها بالمقابل لاتسعها أن تستقر عويلها وهي ترى شركائها يسلل الواحد بعد الآخر حفاظا على رقبتها التي يشدد الخناق عليها من كل النواحي .

لقد كانت تأمل في الحل الشامل تكريس التوازنات السياسية في المنطقة لكي تحافظ على نظامها في دمشق وعلى هذا الأساس لوحت بعميم الحقوق العادلة للشعب الفلسطيني حتى عندما كانت تسير دباباتها على أجساد مقاتلي تل الزعتر وتشددت بالتلويح عند ظهور ما سمي المبادرة الاوروبية لدرجة أنها تكتك بتمثيل منظمة التحرير لدى موافقتها على الدبلوماسية الأوروبية وذلك لأن البرجوازية السورية تدرك تماما أن انسحاب البرجوازية الفلسطينية الى الدويلة الفلسطينية دون حل أزمة النظام السوري سيقدم القاعدة الحاسمة لفرض انسحاب الجيش السوري من لبنان وما سيتبعه من بناء للدولة اللبنانية تحت هيمنة الكتائب والقوى المنجرّة خلف السياسة السعودية والفلسطينية وهذا يؤدي لتطويق النظام السوري من عدة جبهات :

١) الجبهة الاسرائيلية على الحدود الغربية .
٢) الجبهة العراقية على الحدود الشمالية والشرقية .
٣) الجبهة الاردنية على الحدود الجنوبية الغربية .
٤) الجبهة اللبنانية على الحدود الغربية .
٥) الجبهة الداخلية عبر الأخوان المسلمين والقوى الأخرى المعارضة للنظام السوري .

من هنا نستطيع أن نفهم معارضة البرجوازية السورية لمشروع فهد الأمريكي ومحاولتها تكتيل المنظمات المعارضة وانتقالها للمجابهة العسكرية الباردة ضد مكاتب منظمة التحرير وعناصرها علّها في ذلك تستطيع أن تكسب بعض التنازلات الخاصة في لبنان .

ان النظام السوري سوف يستميت لمنع البرجوازية الفلسطينية من الارتحال الى الدويلة الفلسطينية حتى لو اقتضى ذلك الى بعض المجابهات العسكرية التي لا تخفى على أحد البرجوازيين السوريين في الحكم الا اذا استطاع الكمب العربي أن يضمن للبرجوازية السورية بعض الضمانات في الدولة اللبنانية وصفّها بحنفيات البترول لمصادرة الأزمة الاجتماعية الخانقة وهو يسعى جاهدا لتجيير أسواق الاشتراكية الديمقراطية والمنظمات الفلسطينية المرتبطة بالسياسة السوفيتية وتهليلها لبطل تشرين والمعركة القومية .

لقد بان اليوم أكثر من أي يوم مضى أن البرجوازية العربية بكل أطرافها قد داست على تضحيات الجماهير الكادحة وباعت شهداءها بأبخس الاثمان في سوق النخاسة والمساومات،وأن قميص عثمان القضية الفلسطينية والمعركة القومية قد لطخ أيادي هذه البرجوازيات بالدماء التي تتدفق بغزارة في معركة النضال ضد انظمة الاستغلال والقهر الطبقي البرجوازي ،فعلى الطبقة العاملة اذا أن تقف على أرضية مصالحها الطبقية .

فالانتقال من الحل المنفرد الى الحل الشامل لن يخفف الطوق المضغوط على عنقها بل سيساهم في تشديد خناق البرجوازيات العربية عليها التي انما تدخل منعطفا جديدا لتحاول حل مشكلاتها على حساب الجماهير العربية المسحوقة .

هجرة: العمال بدون اوراق ينتظمون لانتزاع حقوقهم

هذا التنظيم ترتكز على ضرورة استشارتهم من قبل،وكأنه ينبغي على العمال النضال ليس فقط للحصول على مطالبهم ،بل ايضا العمل للحصول على اذن بالنضال من قبل تنظيم الـCFDT نا للمهرلة !أن المتتبع لمواقف هذا التنظيم لا يدهشه مثل هذا التصرف وهو يعلم جيدا انه يلهث للحصول على مقعد ثانوي على طاولة المفاوضات مع الحكومة الفرنسية . ولذا تراه يلهث ايضا وراء جمع الملفات العاملة لهم ملف) لاسند اليها بشهادة تمثيل مع وزير فرنسي. انطلاقا من هذه الحقيقة فان الاساليب النضالية التي يقوم بها العمال بطرح مطالبهم والنضال من اجل انتزاعها ،يهدد بشكل مباشر مصالح هذا التنظيم ويسقط القناع عن وجهه المزيف

اما نقابة الـ(CFDT) اذ تعترف بالصعوبات التي يواجهها العمال بدون اوراق فانها تفعل ذلك أملا لأحتواء حركتهم .وكل ما تقوم به هو ارسال مندوب للتفاوض فقط، ولكن ايضا للتوفيق بين مصالح العمال وارباب العمل، هذا من جهة ،ومن جهة اخرى،فانها تحاول زرع اوهام في اذهان العمال وتدعوهم للانتظار لغاية ٣١ دسمبر ٨١،مما يقدم خدمة جليلة للدولة ولارباب العمل لكسب الوقت،وذلك طبعا لتاخير اية مبادرة نضالية يقوم بها العمال للرد حاليا على قرارات الحكومة .

انطلاقا من هذه الوقائع ،التي تبين بوضوح مناورات هذه الاجهزة والتنظيمات وخطورتها على مجرى تطور النضالات العمالية . هذه النضالات الناجحة جاءت لتؤكد اليوم ، ان الاساليب التي اتخذها العمال بالحسبان بشكل اساسي على قوتهم ووحدتهم لتحقيق مطالبهم من جهة ،ومن جهة اخرى الاهمية التي اعطوها لخلق تنظيمهم الذي يعبر بشكل مباشر عن احتياجاتهم ومصالحهم ،كانت الضمانة الوحيدة لانتصارهم . وبالرغم من ان هذه التجارب الناجحة ،لن تطال اليوم الا عددا صغير من مجموع العمال بدون اوراق. ولكنها رغم تواضعها تبين لهم بالملموس السبيل الذي يتوجب عليهم سلوكه لمجابهة هجمة البرجوزية. ومن البديهي ان نجاح هذه النضالات بحاجة ماسة لتضامن وتلاحم كل العمال المهاجرين والفرنسيين. فالموقف من هذه المعركة يمثل الحد الفاصل بين القوى الاصلاحية والتوفيقية وبين القوى العمالية الثورية .

* انظر أيضا مقال بلال الحسن السفير ٨١/١٠/٢٢

ساندوا صحافة الحزب الاممي تبرعوا! إشتركوا!

الى قراء جريدتنا :

نرجو أن تساهموا بدعم وتوزيع هذه الجريدة وأن تبدوا لنا ملاحظاتكم وتزودونا بالأخبار عن حياة ونضال طبقتنا وتراسلونا على العنوان التالي :

20 rue Jean Bouton 75012 Paris

ما يتميّز به حزبنا

ان حزبنا يتميز بالمواقف التالية :

* المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين،ثم الى تأسيس الأممية الشيوعية ، والحزب الشيوعي في ايطاليا (ليفورنو ١٩٢١)
* نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الأممية وضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد وضد الثورة المضادة الستالينية .
* رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاومة .
* الاضطلاع بالمهمة الصعبة التي تقوم على ترميم المنهج والتنظيم الثوريين بالصلة مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية .

موت السادات: عربة الانتقال من كمب ديڤيد الى الكمب العربي

جاءت حرب تشرين التحريكية لتخلع قناع البرجوازية العربية وتفتح طريق المفاوضات مع الدولة الاسرائيلية على مصراعيها بحجة الانتصار العسكري. فبدأت معها عمليات فك الارتباط وخيمة ١٠١ المصرية الاسرائيلية والخيم السورية الاسرائيلية .

لقد تكتلت البرجوازيات العربية في وحدة الصف العربي وأرادت أن تسير سوية لكسب أكبر قدر ممكن من التنازلات الاسرائيلية ضمن اطار التسوية الشاملة في المنطقة، ترفق بها الهزات الاجتماعية التي أفرزها نظام الاستغلال البرجوازي وتغتيل قضية القضية الفلسطينية الذي زرعته الجماهير العربية بفوهة البندقية على برميل بارود الانفجار الاجتماعي ومساومات البرجوازية مع الامبريالية .

أما الدولة الاسرائيلية لم تأمن جانب هذا الاجماع الذي لاح من ورائه هيجان جحافل البروليتاريا والجماهير الكادحة في المنطقة فأرادت أن تطوّع كل نظام بمفرده وتحافظ على قوة مركزها ورأس حربتها في توازنات المنطقة لكي يمكنها مراقبة وقمع أية بدرة ثورية بين الطبقات المقهورة تحاول أن تتمرد ضد النظام البرجوازي والنهب الامبريالي .

وفعلا بدأت الهزات الاجتماعية تتفتق عن تحركات ثورية في ساحة أكبر البرجوازيات العربية وأكثرها مركزة فانتفض حفاة المدن المصرية لانتزاع كسرة الخبز التي لهفتها البرجوازية المصرية باسم المعركة القومية وكادت معارك ١٨ و ١٩ يناير أن تتحول لثورة ضد النظام الاستغلالي لو توفر لها قيادة سياسية ثورية لكن سرعان ما حمت هذه البرجوازية رأسها في كمب ديفيد تحت حزمة الدولة الاسرائيلية والأمريكية نظير عائدات قناة السويس وبترول سيناء التي غطت خلال ثلاث سنوات حوالي $\frac{3}{5}$ مدخول الخزينة المصرية .

ومع انسحاب البرجوازية المصرية ظلت باقي البرجوازيات العربية تتخبط في مأزقها وشكاها على فقدان وحدة الصف العربي لأن اتفاقية كامب ديفيد أدت الى قطع الطريق عليها لكي تدخل مسار الحل بشروط تنقذ ماء وجهها وتبقي لها شروط استمرارها .

كمب ديفيد والطريق المسدود

لقد نجح كمب ديفيد في تطبيع العلاقات بين البرجوازية المصرية والدولة الاسرائيلية ولكنه وقف حائلا أمام انجرار البرجوازية العربية الأخرى لأنه لم يقدر أن يرمي فتات دويلة فلسطينية للبرجوازية الفلسطينية أو ما يسد رمق البرجوازية السورية. بل بالعكس فان هذا الكمب قد حرم البرجوازيات العربية من تكتل قوى تستطيع بها أن تضغط على الدولة الاسرائيلية للتنازل عن هذه الفتات واذا كانت كل من عمان والصومال والسودان قد التحقت بخطى السادات فان باقي البرجوازيات المؤثرة في توازنات الشرق الأوسط أخذت تتململ جراحها وتكتل قواها في مؤتمرات الصمود وتلتحق بمعاهدات عسكرية مع موسكو وفي هذا السياق انفتحت البرجوازية الفلسطينية على الساحة والدبلوماسية الأوروبية وأخذت تتوسع في نشر سفاراتها وتوزيعها بين عواصم الدول الأوروبية .

ومن ناحية أخرى حاولت البرجوازيات العربية كل من طرفها أن تراقب وتضبط الحركة الاجتماعية الملتهبة وتجمعت لاطفاء الشرارة في لبنان خوف أن تتطاير الى مناطق الانفجارات القوية لكنها كانت تواجه دائما ارتباط أزمة لبنان بأزمة الشرق الأوسط واستحالة فصل الشرارة اللبنانية عن برميل البارود فأدركت عندها أنه لابد من حركة سريعة تعيد اصطفاف القوى في ميزان حل التناقضات بين البرجوازية لحماية الأنظمة القائمة ولجم الحركة الاجتماعية

فهد الكمب العربي

لقد شاركت السعودية في لجنة المتابعة في لبنان وتكفلت تحت راية أمريكا باقناع بشير الجميل (الكتائب) لانتظار الكمب العربي بعد معارك زحلة وأزمة الصواريخ السورية في لبنان وثارت حميتها في دوائر واشنطن وأوروبا لاقناعهم " بالحقوق المشروعة للشعب الفلسطيني " ومن ناحيتها لم تنتظر البرجوازية الفلسطينية كعادتها في الرد على مشروع التعايش بين الدولة الاسرائيلية والدويلة الفلسطينية فأبدت استعدادها للانخراط في عملية " السلام " وبناء دويلة فلسطينية في الضفة الغربية والقطاع. ولم يبق أمام الجهود العربية الا أن تتحرك لمجابهة تعنّت اسرائيل خوف أن تفقد هذه الفرصة الثمينة. ولكن ماذا بالنسبة للبرجوازية المصرية فهل تستطيع جهود العرب أن تجتمع على الوليمة دون أقوى حلفائها .

فالسادات قد أدى دوره من حيث أن المفاوضات مع العدو الصهيوني انتقلت الى حين عجز البرجوازية المصرية من جهة وقامت من جهة أخرى بكسر الجليد عن مسألة التعايش العربي الاسرائيلي الذي ظلت توارية البرجوازية العربية مخافة غضب جماهيرها. أما الآن فالكل متفق من ريغن الى شيون بأن السادات أدى قسطه وعليه أن يفسح المجال أمام حسني مبارك لكي يكون جسرا يسهل الانتقال عليه من كامب ديفيد الى الكامب العربي ومشروع فهد . ويبدو أن المقاومة الفلسطينية كانت أول الذين عبروه فسرعان ما عبّر مادلجوها عن عزمهم على تقديم الحج لمبارك لكي يطرح أمام الاجماع العربي*. عبر منه ثلاث مساقد هي :

١) " ان الحاكم المصري سيتبنى سياسة حذرة للغاية تجاه اتفاقية كمب ديفيد وسيحاول كمرحلة أولى ابراز تمسكه بهذا الاتفاق، وصولا الى انجاز الانسحاب الاسرائيلي من سيناء في ٢٥ نيسان ١٩٨٢ .

٢) ان الحاكم المصري الجديد سيحاول العودة بمصر الى داخل التحالف العربي وكسر العزلة مستغلا في ذلك بضعة أوراق يملكها لفتح حوار مع بعض العرب الراغبين بذلك فيقول أنه لم يبرز اسرائيل وأنه ورث الاتفاقات عن السادات وأنه ليس طرفا في التفريط بالحقوق الفلسطينية .

٣) تحرك بعض الحكام العرب الذين يريدون تسهيل هذه المحاولة ودفن معارضيهم لاتفاقات كمب ديفيد مع دفن السادات والترويج للتعامل مع خليفته المغلوب على أمره باستمرار الموافقة عليها .

٤) طبعا ان النقطة الثالثة هي بيت القصيد بالنسبة لبلال الحسن فهو يعمز الى قناة السعودية ومنظمة التحرير الفلسطينية. ولم يظل الأمر بياسر عرفات حتى أعلن في طوكيو عن أن منظمة التحرير لم تكن في أي مرة عقبة أمام التعايش العربي الاسرائيلي بل أن اسرائيل هي التي ترفض الاعتراف بوجود منظمة التحرير وليس العكس .

واذا كانت هذه البرجوازية قد مهدت الأرض طويلا أمام مشاريع الحلول والمساومة مع الدولة الاسرائيلية سواء عن طريق المفاوضات المباشرة مع الامبريالية الأوروبية (النمسا فرنسا ...) أو عن طريق المفاوضات المباشرة مع أمريكا عبر السعودية والكويت وسواء عن طريق اثبات الوجود في معارك جنوبي لبنان الأخيرة فان كل شيئا قد أصبح جاهزا في عربة الكمب العربي السعودية وليس عليها الآن الا أن تستعد لتذوق طعم الحلوى في سلطة الدويلة المجاورة للدولة الصهيونية في الضفة والقطاع دون أن ننسى بالطبع أن المجلس الوطني الفلسطيني الأخير في دمشق قد أقر حق اقامة الدولة الوطنية على أي شبر فلسطيني يتم تحريره من اسرائيل .

وضمن هذا السياق أيضا أتت زيارة عرفات لموسكو وما تريده منظمة التحرير الفلسطينية من موسكو هو استخدامها كورقة ضغط على أوروبا على غرار استخدامها العمليات الارهابية ضد اسرائيل للابتزاز الاعلامي والضغط السياسي دون أن يعني ذلك نية

يتبع على الصفحة ١٤

* انظر مقال بلال حسن " مرحلة الكامب العربي" ٨١/١٠/٨ .

الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

الثمن : فرنسا ٣ فرنكات ـ المغرب ٢ درهم ـ الجزائر ٢ دينار ـ تونس ٢٠٠ مليم .

الاممي عدد ١٩ـ نوفمبر ١٩٨١

عاش نضال العمّال "بدون أوراق"

لم تأت قرارات الحكومة الاشتراكية الصادرة في ١١ آوت ١٩٨١ وملحقاتها ،لتضع كما تدعي حدا للاستغلال الفاحش الذي يخضع له العمال بدون اوراق من مختلف جنسياتهم ،ومن ثم تخليصهم من الخوف وحالة السرية . ولكنها في الحقيقة جاءت لوضع اللمسات الأخيرة على المشروع المتعلق بالحد من اليد العاملة الاجنبية في السوق السوداء ،وذلك لتحقيق ما عجزت سياسة جيسكار من فعله في هذا المجال، ولكن بأشكال اكثر ديماغوجية وخطورة .

ومن الواضح وانطلاقا من هذه القرارات، ان التسوية لن تطال الا عددا ضئيلا لا يتجاوز الـ ١٠٪ من مجموع العمال بدون اوراق،الذي يتراوح عددهم حسب الاحصائيات الرسمية المؤقته بحوالي ٥٠٠ الف عامل . وذلك نتيجة للشروط التعسفية المطروحة من قبل الحكومة ، لاصدار بطاقة العمل والاقامة لمدة سنة . والمعنيين بالتسوية هم العمال الذين يكملون الشروط التالية : (الاساسية)

١ـ ان يكون تاريخ دخولهم لفرنسا قبل الاول من جانفي ١٩٨١.

٢ـ حيازة عقد عمل لمدة سنة على الاقل.

٣ـ الاثبات عن عمل دائم .

٤ـ اثبات سكن باسم صاحب العلاقة ، ايصال ايجار. الخ...

مع العلم ان هذه القرارات لن تأتي بذكر شيئ عن مصير آلاف العمال الذين دخلوا فرنسا بعد تاريخ ١-١-٨١.

فمن الواضح ان اهداف الحكومة الحالية ، تتجه بالدرجة الاولى على بث التفرقة في صفوف العمال بدون اوراق. وذلك بتجزئتها لهم بين فئات دخلت قبل تاريخ ١جانفي او بعده ، بين عمال مع عقود عمل وآخرين بدون، بين عمال فرنسيين ومهاجرين،بين عمال موسميين ومؤقتين او باعة متجولين اوعاملات منازل الخ. تهدف محاولات التفرقة هذه ، اعاقة اي رد فعّال يمكن ان يشكله مجموع العمال بدون اوراق، لطرح مطالبهم الشرعية بشكل جماعي ومنظم .

ففي الفترة الاخيرة ،برزت بوادرمقاومة من قبل العمال بدون اوراق،لمواجهة ممارسات ارباب العمل بالتهرب من اعطاء العمال الذين استخدموهم خلال سنوات عديدة ،عقود عمل مما يساعد على تسوية اوضاعهم . هذا من جهة ومن جهة اخرى،لجوئهم لطرد من يطلب بهذه العقود. ردا على ذلك ،قام عمال شركة "ميل ديفزيون" في منروج باعلان الاضراب واحتلال مكان العمل للحصول على المطالب التالية :١ـ عقد عمل لجميع عمال الشركة ٢ـ تسوية اوضاع جميع العمال بدون اية شروط. وامام تصميمهم ووحدتهم في الاضراب ، أجبر رب العمل الرضوخ لمطالبهم .

كانت هذه التجربة الناجحة ،البداية لسلسلة من الاضرابات مع احتلال أماكن العمل في عدة مناطق من باريس وضواحيها مثل: (مونتراي، ايفري،ريشار لينوار،وبورت شارنتون..)ولا تزال هذه النضالات تتوسع .وقد لعبت مجموعة العمال المهاجرين(GTI) دورا فعال في تعميم هذا النضال في اوساط العمال الفرنسيين والمهاجرين لكسر جدار العزلة .مما ادى الى تشجيع العمال الآخرين على اتباع مثال رفاقهم في النضال. كما ساهمت هذه المجموعة على تنظيم هذه الطاقة النضالية لمجموع العمال،في لجان عمالية من مختلف الشركات لتكون على اتصال فيما بينها لدعم وتعميم كل النضالات الآتية . وفي نفس الوقت العمل من اجل الحفاظ على استقلالية حركة العمال هذه من مناورات الاجهزة النقابية الانتهازية ،ومن تنظيمات الهجرة العميلة .

ماذا كانت مواقف الاجهزة النقابية وتنظيمات الهجرة الرسمية (MTI) ازاء هذه النضالات بشكل خاص،وازاء قرارات الحكومة بشكل عام ؟.

ومن الجدير بالذكر،هو مواقف الـ MTI "دار العمال المهاجرين" من نضالات العمال بدون اوراق. التي قامت بمنع اي اتصال بين العمال المناضلين واخوانهم الذين توجهوا الى الـ MTI بشكل عفوي.وهددوا بالقوة منع اي محاولة لاطلاع العمال بالنضال الدائر ومن دعوتهم للتضامن معهم .وكانت حجة بيروقراطي

تابع الصفحة ١٤

فصول مسرحية "الانفتاح" رسالة مناضل من تونس

ان تاريخ الطبقة العاملة وكل الشرائح الثورية الأخرى في تونس حافل بالتجارب النضالية ونذكر على سبيل المثال تصدي الجماهير العمالية في قصر هلال في ٧٤ و ٧٦ لمرتزقة النظام الرجعي وما وقع في ٢٦ جانفي ١٩٧٨ حيث هبّ العمال والمضطهدين دفعة واحدة نحو الشوارع متصدّين بالعنف الى مرتزقة نظام البرجوازية . فهذه المسيرة القاسية والتجربة الصعبة للجماهير قد مكنتها من تصليب عودها لتخوض معارك ضد النظام الرجعي أكثر فأكثر نجاحا في تنظيم الجماهير والتحامها بعضها ببعض،ففي شهر فيفري المنصرم ،راجت اشاعات عن المؤكد

يتبع على الصفحة ١٣

كمب ديڤيد بعد موت السادات

اقرأ صفحه ١٥